

Les migrations des Canadiens français : état de la question

Yves Frenette

Volume 14, 2022

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1095069ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1095069ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société Charlevoix
Presses de l'Université d'Ottawa

ISSN

1203-4371 (print)
2371-6878 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Frenette, Y. (2022). Les migrations des Canadiens français : état de la question. *Cahiers Charlevoix*, 14, 61–109. <https://doi.org/10.7202/1095069ar>

Article abstract

De son côté, Yves Frenette poursuit son analyse critique des études francophones nord-américaines. Ainsi, après avoir présenté l'oeuvre du sociologue franco-ontarien Roger Bernard (cahier 5), fait le bilan de l'histoire sociale de l'Amérique française entre 1763 à 1914 (cahier 11) et s'être penché, dans une perspective comparative, sur la production historique de la période 1970 en Acadie, en Ontario français et au Manitoba français (cahier 12), il revient à la charge avec un bilan de l'histoire des migrations des Canadiens français dans les différentes régions du continent où ils ont été présents depuis plus de quatre siècles. Contrairement à ce qui est souvent avancé, il montre que la mobilité géographique est un élément central de l'expérience des Canadiens français. Mus par la volonté d'améliorer leur sort et d'assurer leur reproduction sociale, ces derniers se sont déployés sur le continent, au gré des contextes socioéconomiques et des dynamiques familiales. Car c'est à l'intérieur des cadres de la famille élargie, de la parenté, que se sont effectués leurs nombreux déplacements. Si un grand nombre d'individus n'étaient pas ancrés dans ces lieux, ils étaient néanmoins enracinés au sein de leurs réseaux familiaux.

Les migrations des Canadiens français : état de la question

YVES FRENETTE

*Chaire de recherche du Canada sur les migrations,
les circulations et les communautés francophones*
Université de Saint-Boniface

SOMMAIRE

INTRODUCTION	63
I. L'IMPORTANCE DES MIGRATIONS AU CANADA FRANÇAIS	71
II. EN NOUVELLE-FRANCE	73
III. MONTRÉAL	75
IV. À LA RECHERCHE DES SAGUENAYENS MOBILES	78
V. MOBILITÉS FRANCO-ONTARIENNES	82
VI. L'OUEST CANADIEN	93
VII. L'ÉMIGRATION AUX ÉTATS-UNIS	99
CONCLUSION	105

Les migrations des Canadiens français : état de la question¹

INTRODUCTION

Rita et Juliette Beaupré sont nées respectivement en 1925 et en 1930 dans le cinquième rang de Saint-Valérien, localité située à treize kilomètres au sud-ouest de Rimouski. Les deux sœurs sont membres de la dixième génération de Beaupré en Amérique. Comme la grande majorité des Canadiens français, leurs ancêtres et elles-mêmes ont été très mobiles².

Originaire de Sainte-Croix de Fécamp, au pays de Caux en Normandie, Nicolas Bonhomme dit Beaupré est arrivé à Québec en 1637. Trois ans plus tard, il épousa à Trois-Rivières Catherine Goujet, originaire de Thury-Harcourt, également situé en Normandie. Le couple retourna en France en 1642, résidant à La Rochelle. Le ménage, qui comptait maintenant deux fils, revint à Québec en 1645. Nicolas et Catherine eurent d'autres enfants, dont Ignace, l'ancêtre paternel des sœurs Beaupré, né en 1647 à Québec. Catherine décéda en 1679 dans la demeure d'un de ses fils, à L'Ancienne-Lorette. Quatre ans plus tard, ce fut au tour de Nicolas, qui vivait alors chez sa fille, dans la Côte-Saint-Michel, à Sillery, où s'était aussi établi le couple, tout comme leur fils Ignace et sa femme, Agnès Morin. Celle-ci y mourut en 1687, tandis qu'Ignace décéda à Sainte-Foy en 1711.

1. Une version préliminaire de ce texte a fait l'objet de la conférence inaugurale aux journées d'étude « Déploiements canadiens-français en Amérique du Nord (1760-1914). Bilan, synthèse et perspectives », Université de Saint-Boniface, juin 2018.

2. Le profil de la famille Beaupré est tiré de Yves Frenette, Monica Heller et Gabrielle Breton-Carbonneau, « La Famille des sœurs Juliette et Rita Beaupré », 2020, sur le site *Un Canadien errant. Ancrages, mobilités et restructurations transformatrices de l'identité nationale* ; bit.ly/3DS0Ze3 (consulté à maintes reprises).

**Ascendance paternelle
des sœurs Rita et Juliette Beaupré**

Nicolas Bonhomme dit Beaupré v. 1608-1683	&	Catherine Goujet 1616-1679
---	---	-----------------------------------

Ignace Bonhomme 1647-1711	&	Agnès Morin 1641-1687
------------------------------	---	--------------------------

Noël Bonhomme 1684-1755	&	Félicité Hamel 1687-1743
----------------------------	---	-----------------------------

Louis-Claude Bonhomme dit Beaupré 1722-1775	&	Geneviève Martin 1729-1800
---	---	-----------------------------------

Jean-Élie Beaupré 1768-1837	&	Marie-Anne Plourde 1776-1828
--------------------------------	---	---------------------------------

Louis Beaupré 1802-1882	&	Mathilde Dionne 1811-1897
----------------------------	---	------------------------------

Louis Beaupré 1831-1915	&	Marcelline Laforêt 1833-1904
----------------------------	---	---------------------------------

Élie Beaupré 1864-1952	&	Lucie Beaulieu 1871-1946
---------------------------	---	-----------------------------

Jules Beaupré 1892-1930	&	Marie-Louise Beaulieu 1897-1995
----------------------------	---	------------------------------------

Rita et Juliette Beaupré
1925 / 1930

Noël Bonhomme, fils de ces derniers, vit le jour à la Côte-Saint-Michel. En 1709, il convola en justes noces avec Félicité Hamel de L'Ancienne-Lorette, paroisse où les nouveaux mariés élurent demeure. L'année précédente, Noël avait reçu une commission d'arpenteur et de mesureur. Il œuvra à Sillery, à l'Île d'Orléans, dans le Bas-Saint-Laurent et surtout dans la Beauce. Fils de Noël et de Félicité, Louis-Claude naquit en 1722 à L'Ancienne-Lorette. Jeune adulte, il migra à Rivière-Ouelle et, en 1749, il se maria avec Geneviève Martin dans la localité voisine de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, où le jeune couple habita jusque vers 1753. Arpenteur-mesureur comme son père, Louis-Claude se déplaça souvent avec sa femme et ses enfants. Les Bonhomme dit Beupré habitèrent ainsi à Kamouraska en 1753, puis à Québec quatre ans plus tard. En raison de la guerre de Sept Ans, on les retrouve à Terre-Neuve en 1758. La famille revint à Québec en 1763. Puis, pendant cinq ans, on perd sa trace. Elle réapparut à Rivière-Ouelle en 1768, comme l'atteste la naissance de Jean-Élie. En 1796, celui-ci y épousa Marie-Anne Plourde. C'est là que le couple s'établit et c'est dans le Bas-du-Fleuve que beaucoup de Beupré s'ancreront.

Leur fils Louis Beupré épousa Mathilde Dionne à Rivière-Ouelle en 1828 et déménagea à Saint-Denis de Kamouraska trois ans plus tard. Louis était cultivateur et journalier. Avec trois frères Beaulieu, il partit gagner sa vie plus à l'est, au Bic, au service de la compagnie forestière d'Anjou ; Mathilde et les enfants demeurèrent à Saint-Denis. Le dimanche, jour de congé, les hommes exploraient l'intérieur des terres pour identifier des lots de colonisation sur lesquels ils pourraient s'installer, eux et leurs fils. Entre 1847 et 1851, Louis et les frères Beaulieu acquièrent donc des terres voisines dans le quatrième rang du Bic, dans ce qui deviendrait la mission (1874), puis la paroisse (1885) de Saint-Valérien. Ils firent venir leurs familles et bâtirent les premières maisons du lieu. Ils furent bientôt suivis par deux frères de Louis et par des cousins. Les familles Beupré

et Beaulieu subsistaient grâce à une combinaison de travail agricole et de travail forestier, dans une région qui était riche en érables et en bouleaux. Elles s'entraidaient, ce qui permit un acclimatement moins pénible. Devenus vieux, Louis et Mathilde passèrent un contrat de donation entre vifs avec leur fils aîné, qui se prénommaït aussi Louis. Comme il était coutume, en échange de la propriété, ce dernier s'engageait à héberger ses parents et à subvenir à leurs besoins jusqu'à leur décès. En 1856, le jeune homme se maria au Bic avec Marcelline Laforêt. Le couple habitait avec les parents de Louis ainsi qu'avec ses sept frères et sœurs. Deux d'entre eux, Louis-Alphonse et Joseph-Alphonse, migrèrent à Fall River (Massachusetts) mais, atteint de tuberculose, Louis-Alphonse revint mourir à Saint-Valérien. Un troisième frère, Georges, s'installa à Fort Williams dans le nord-ouest de l'Ontario³.

En 1890, Élie Beupré, fils de Louis et de Marcelline, épousa Lucie Hudon dit Beaulieu à Saint-Valérien, après que la jeune femme eût séjourné aux États-Unis. Comme les jeunes gens étaient apparentés, ils durent obtenir de l'évêque de Rimouski une dispense de consanguinité. Selon la tradition orale familiale, c'était une union entre une famille de cultivateurs à l'aise, les Beupré, et une famille pauvre, les Beaulieu. Les jeunes mariés habitèrent dans la grande demeure paternelle avec les parents d'Élie. En 1891, ce dernier déclara au recenseur être cultivateur, tout comme son père qui était chef de la famille. Dix ans plus tard, les mêmes personnes étaient recensées au sein du même ménage, mais les rôles étaient inversés, Louis et Marcelline s'étant probablement donnés à Élie. Lui et Lucie avaient alors quatre enfants. Vers 1917, le couple déménagea à Saint-Alexis-de-Matapédia, où s'était récemment établi François Beaulieu, frère de Lucie. Avec Élie, cette dernière emménagea dans une grande maison au village, « le château de la mère Beupré », comme l'appelaient les résidents de Saint-Alexis. Par ailleurs,

3. En 1970, Fort William fusionna avec Port Arthur et les cantons de Neebing et McIntyre pour former la ville de Thunder Bay.

deux autres frères de Lucie avaient pris quelques années plus tôt le chemin du sud-est du Manitoba, tandis que trois de ses sœurs s'étaient dirigées en 1916 vers la Nouvelle-Angleterre, probablement New Bedford (Massachusetts), où elles se marieraient et passeraient le reste de leur vie. Vers 1923, Élie et Lucie se rendirent également en Nouvelle-Angleterre, plus précisément à Fall River, pour rendre visite à Louis, frère d'Élie. Ils y habitaient toujours trois ans plus tard, mais ils reviendraient à Saint-Alexis, apparemment parce que Lucie, qui était orgueilleuse, n'aimait pas qu'on la reprenne lorsqu'elle s'aventurait à prononcer quelques mots en anglais. Elle décéda en 1946 à Saint-Alexis. Quant à Élie, il mourut en 1952 à Caraquet (Nouveau-Brunswick), chez une petite-fille que le couple avait élevée et qui s'était mariée avec un jeune homme de Saint-Alexis d'ascendance acadienne⁴.

Jules Beaupré, l'aîné d'Élie et de Lucie, naquit en 1892 dans la demeure ancestrale de Saint-Valérien. Toutefois, n'étant pas le préféré de sa mère, il ne reçut pas la propriété paternelle, comme c'était la tradition. Désirant s'établir sur une terre, il partit en 1913, à l'âge de 21 ans, pour Saint-André-de-Restigouche, paroisse de colonisation située aux confins de la Gaspésie, à 250 kilomètres au sud-est de Saint-Valérien. La localité était peuplée surtout par des Acadiens de la Baie-des-Chaleurs qui, comme Jules, avaient été séduits par la propagande gouvernementale et cléricale⁵. Jules s'installa dans le rang de l'Église ou rang 7 sur une terre en partie défrichée. En juillet 1914, le jeune homme revint à Saint-Valérien et demanda en mariage sa parente et deuxième voisine, Marie-Louise Beaulieu. Tout de suite après la cérémonie, le jeune couple se dirigea vers Saint-André, où il fut rejoint, pendant l'hiver 1915, par la sœur de Jules et son

4. Sur l'établissement d'Acadiens dans la vallée de la Matapédia, voir Jules Bélanger, Marc Desjardins et Yves Frenette avec la collaboration de Pierre Dansereau, *Histoire de la Gaspésie*, Montréal, Boréal, 1981, p. 303 ; Pierre-Maurice Hébert, *Les Acadiens du Québec*, Montréal, Éditions de l'Écho, 1994, p. 136-143.

5. Voir par exemple L. E. Carufel, *La Péninsule gaspésienne et la colonisation dans les comtés de Gaspé et de Bonaventure*, Montréal, E.H. Tellier, Imprimeur, 1903, 56 p.

mari, Joseph Turcotte. Cependant, en juin 1922, Jules, Marie-Louise et leurs enfants prirent la route de Saint-Valérien, car Jules ne voulait plus rester à Saint-André, paroisse voisine de Saint-Alexis, où, comme on vient de le voir, ses parents étaient déménagés. Sa mère venait d'acheter une ferme pour sa fille et son gendre, ce qui blessa beaucoup Jules, Lucie lui ayant refusé la même faveur huit ans plus tôt. Après avoir séjourné à la maison paternelle, qui était désormais habitée par une sœur et son mari, et travaillé un peu partout, y compris sur la Côte-Nord, Jules loua une maison au village en septembre 1923. Deux ans plus tard, il fut en mesure d'acquérir deux terres au 5^e rang de Saint-Valérien ; un peu plus tard, il en acheta une troisième. Mais, en 1929, le malheur frappa : Jules était gravement atteint de tuberculose. Il ne retravaillerait plus. Après un court séjour à l'hôpital de Rimouski en janvier 1930, il rentra chez lui et y mourut le 5 avril.

Son ménage comptait à ce moment onze enfants et un neveu. L'aînée était âgée de quinze ans et le bébé, Juliette, de seulement dix jours. Rita avait cinq ans. Leur mère vendit la terre à un homme qui ne réussit pas à la payer. Comme Jules avait contracté une hypothèque de 1000 \$ sur la ferme, la banque récupéra les propriétés et Marie-Louise perdit tout. Démunie, elle résida avec quelques-uns de ses enfants chez son frère et sa belle-sœur à Saint-Valérien, puis, entre 1933 et 1935, elle habita chez une vieille tante dans le quartier Hochelaga, à Montréal. Elle travailla également chez sa sœur et son beau-frère, qui possédaient un magasin de tabac et de bonbons sur la rue Sainte-Catherine Est. Pendant les mois précédents, les enfants avaient été placés à plusieurs endroits. C'est ainsi que Juliette avait été mise en pension à Saint-Valérien chez l'aînée de la famille, déjà mariée, et que Rita suivit un frère et une sœur au couvent (orphelinat) des sœurs de la Charité, à Rimouski. Mais Marie-Louise fit venir Juliette à Montréal. En 1935, elle se remaria à Saint-Valérien avec son beau-frère Joseph Turcotte,

devenu veuf lui aussi, avec qui elle aurait trois autres enfants, à Saint-André-de-Restigouche. Juliette vivait avec eux, tandis que Rita continua d'être pensionnaire, ne rejoignant la famille que pendant les vacances d'été. Une fois ses études terminées, elle revint à Saint-André pour enseigner et pour aider sa mère et son beau-père, qui était boucher. À partir de 1948, Juliette fut aussi maîtresse d'école pendant deux ou trois ans.

Rita et Juliette ne se quitteraient presque plus. En 1952, elles pensionnèrent chez une sœur à Rimouski pour que Rita, insatisfaite de son salaire d'enseignante et des conditions sanitaires à l'école, puisse suivre les cours de sciences nécessaires pour poursuivre des études d'infirmière à Montréal. Le départ des deux sœurs pour la métropole fut difficile, le gérant de la Caisse populaire de Saint-André s'étant enfui avec l'argent déposé à l'institution financière, y compris leurs économies, soit quelques centaines de dollars. En février 1953, Rita et Juliette purent enfin s'installer à Montréal. La première commença ses études à l'hôpital de la Miséricorde ; la seconde travailla au Département de radiologie au même endroit. Les jeunes femmes habitaient à la résidence de l'hôpital. Rita obtint son diplôme en 1956 et, l'année suivante, les deux sœurs déménagèrent dans un appartement de la rue Mont-Royal, où elles cohabitaient avec une compagne de travail de Rita. Juliette était employée comme commis-comptable au People's Credit Jeweller, sur la rue Sainte-Catherine Ouest, tandis que Rita continuait d'œuvrer comme infirmière à l'hôpital de la Miséricorde. Leurs salaires augmentant, les deux femmes purent louer des appartements plus spacieux dans des quartiers plus aisés. En 1957, elles s'installèrent ainsi dans le quartier Maisonneuve, sur la rue Bourbonnière. En 1965, année où Rita acheta sa première automobile, elles allèrent plus au nord, sur le boulevard Pie IX. Elles y habitèrent au moins jusqu'en 1968. Leur dernier logement dans la métropole était situé à Montréal-Nord, non loin du boulevard Henri-Bourassa. Quand elles avaient déménagé à Montréal, les deux sœurs ne

connaissaient pas leurs cousins de Saint-Alexis qui y avaient migré avant elles. Elles étaient complètement seules. Mais, avec le temps, elles fréquentèrent ces parents et d'autres originaires de Kamouraska, ainsi que des membres de la parenté de leur beau-père originaires du Bic. En novembre 1966, leur mère, devenue veuve une deuxième fois, les rejoignit, après le départ de son benjamin pour le nord du Québec.

L'histoire de la lignée des sœurs Beaupré, c'est en microcosme l'histoire des familles canadiennes-françaises qui se déployèrent dans le monde rural québécois pour assurer la reproduction sociale, au gré des contextes socioéconomiques et des dynamiques familiales, tout en poussant des pointes vers la Nouvelle-Angleterre, l'Ontario, l'Ouest canadien et Montréal⁶.

Dans la présente étude, nous voulons rendre compte de l'évolution de l'historiographie sur les migrations des Canadiens français, c'est-à-dire les colons français établis en Nouvelle-France et leurs descendants. Nous ne traitons donc pas ici des Acadiens, des Français établis en Louisiane, des Métis et des immigrants franco-européens arrivés en Amérique du Nord après 1763⁷. Nous nous limitons également au continent nord-américain, ne tenant pas compte des quelques percées

6. Les exemples abondent. Contentons-nous de renvoyer le lecteur à Louis Verret, « La Mobilité des Québécois. Le cas des Verret », mémoire de maîtrise (géographie), Université Laval, 1982, 157 p. ; Yves Frenette, « Macroscopie et microscopie d'un mouvement migratoire. Les Canadiens français à Lewiston au XIX^e siècle », dans Yves Landry et al. (dir.), *Les Chemins de la migration en Belgique et au Québec XVII^e-XX^e siècles*, Louvain-la-Neuve et Beauport, Éditions Académia – Publications MNH, 1995, p. 221-232 ; Yves Frenette et France Martineau en collaboration avec Virgil Benoit, *Les Voyages de Charles Morin, charpentier canadien-français*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, 566 p. ; David Vermette, *A Distinct Alien Race. The Untold Story of Franco-Americans*, Montréal, Baraka Books, 2018, 390 p. ; Patrick Lacroix, « A French-Canadian Journey. Bellechasse to Sweetburg », 2021, sur le site *Query the Past*, bit.ly/3JIIWHS (consulté le 26 juillet 2021).

7. Pour des aperçus sur ces groupes, nous renvoyons le lecteur à Yves Frenette, Étienne Rivard et Marc St-Hilaire (dir.), *La Francophonie nord-américaine*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, 304 p. ; Yves Frenette, « L'Histoire sociale de l'Amérique française de 1763 à 1914. État des lieux », *Cahiers Charlevoix*, vol. 11, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa et Société Charlevoix, 2016, p. 115-155.

canadiennes-françaises au Chili⁸, au Brésil⁹ ou en Australie¹⁰.

Après avoir fait ressortir, dans un premier temps, l'importance de la mobilité géographique dans l'histoire du Canada français, nous faisons tour à tour un bilan historiographique des migrations dans le Québec préindustriel, à Montréal, au Saguenay, région pionnière qui a donné lieu à des recherches pionnières, en Ontario, dans l'Ouest canadien et aux États-Unis. À tous ces endroits, c'est à l'intérieur des cadres de la famille élargie, c'est-à-dire de la parenté, que se déployèrent les migrants canadiens-français, mus par la volonté d'améliorer leur sort. En effet, dans ces mouvements, la famille était l'actrice principale ; elle était beaucoup plus centrale que l'Église, quoique celle-ci ait parfois joué un rôle non négligeable dans le peuplement de certains territoires, comme nous le verrons ci-dessous¹¹.

I. L'IMPORTANCE DES MIGRATIONS AU CANADA FRANÇAIS

Les migrations sont au cœur de l'histoire de l'Humanité¹². Elles s'intensifièrent à partir du xvi^e siècle et atteignirent le Nouveau Monde. Plus près de nous, après une période initiale de tâton-

8. *Les Sœurs de la Providence au Chili 1853-1863. Histoire des maisons fondées au Chili par les Filles de la charité servantes des pauvres dites Sœurs de la Providence, de Montréal*, Montréal, Providence (Maison mère), 1921, 489 p., supplément alphabétique, 79 p.

9. Rosana Barbosa et Yves Frenette, « De l'Amérique du Nord au Brésil. Deux épisodes d'immigration francophone dans la deuxième moitié du xix^e siècle », dans Laurent Vidal et Tania Regina de Luca (dir.), *Les Français au Brésil (xix^e-xx^e siècles)*, Paris, Indes Savantes, 2011, p. 79-90 ; *Id.*, « À la recherche des passagers du *Panola*. Un épisode de migration française et nord-américaine au Brésil, 1875-1876 », *Études canadiennes / Canadian Studies*, vol. 86, n° 2, 2019, sur le site bit.ly/3LROCBt ; Rosana Barbosa, *Brazil and Canada. Economic, Political and Migratory Ties, 1820s to 1970s*, Lanham, Lexington Books, 2016, p. 85-115 ; John Zucchi, *Mad Flight ? The Quebec Emigration to the Coffee Plantations of Brazil*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2018, 224 p.

10. J.-Elzébert Garneau, « Notes du voyage de mon père en Australie », *Héritage*, vol. 37, n° 1, printemps 2015, p. 22-28.

11. Consulter aussi Yves Frenette, « L'Histoire sociale de l'Amérique française de 1763 à 1914 », *Cahiers Charlevoix*, *op. cit.*

12. Ce dont témoignent de nombreux travaux, notamment ceux de l'historien Dirk Hoerder ; *Cultures in Contact. World Migrations in the Second Millenium*, Durham, Duke University Press, 2002, 808 p. ; *Migrations and Belongings 1870-1945*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2014, 240 p.

nements, le peuplement français de la vallée du Saint-Laurent s'effectua rapidement et les descendants des premiers colons débordèrent le long des principales rivières, puis pénétrèrent dans l'intérieur des terres, en plus de traverser la frontière avec les États-Unis et de s'établir en Ontario, ainsi que dans l'Ouest canadien¹³. Les contemporains étaient bien conscients de ces mouvements, y compris les premiers observateurs de la société canadienne-française. Au début du xx^e siècle, Léon Gérin, considéré comme le père de la sociologie québécoise, écrivit de belles pages sur les migrations de ses compatriotes. Lui-même connut une famille qui déménagea vingt fois en cinquante ans et qui se dispersa dans deux provinces canadiennes ainsi que dans plusieurs villes étatsuniennes¹⁴. Quelques décennies plus tard, le géographe français Raoul Blanchard nota également à plusieurs reprises, lors de ses pérégrinations à travers le Québec, la propension des habitants à prendre la route¹⁵.

Pourtant, l'image dominante du monde rural québécois demeura longtemps celle d'une société sédentaire au sein de laquelle le changement se faisait à pas très lents¹⁶. En conséquence, la prise en compte par les chercheurs de la mobilité géographique des Canadiens français fut-elle fort limitée. Elle était aussi caractérisée par une approche compartimentée, les divers mouvements migratoires étant perçus et présentés comme s'ils n'entretenaient pas de rapports entre eux¹⁷.

13. Yves Frenette avec la collaboration de Martin Pâquet, *Brève Histoire des Canadiens français*, Montréal, Boréal, 1998, p. 19-21, 52-53, 79-97.

14. Léon Gérin, « Deux familles rurales de la rive sud du Saint-Laurent. Les débuts de la complication sociale dans un milieu canadien français », dans *Le Type économique et social des Canadiens. Milieux agricoles de tradition française*, Montréal, Fides, 1948, p. 174-175.

15. Raoul Blanchard, *Le Canada français. Province de Québec. Étude géographique*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1960, 316 p.

16. Cette interprétation était celle des influents membres de l'École de Chicago, en particulier Horace Miner, *Saint-Denis. Une paroisse québécoise*, Montréal, Hurtubise HMH, 1985, 392 p.

17. Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides, 1971, p. 66-72, 161-172, 291-303.

Cependant, au tournant des années 1970, des historiens, des géographes et des démographes commencent à observer la population canadienne-française à l'aune de la mobilité. Ils jettent alors une lumière nouvelle sur les courants migratoires ayant eu cours au Canada français.

II. EN NOUVELLE-FRANCE

Des chercheurs revoient ainsi le peuplement initial de la vallée du Saint-Laurent. C'est le cas de Gervais Carpin qui étudie la composition et le fonctionnement de ce qu'il appelle le « réseau du Canada », à l'œuvre dans la première moitié du ^{xvii}^e siècle ; il s'agit des compagnies recevant un monopole commercial en échange de l'obligation de peupler la colonie, des congrégations religieuses, de la Société de Notre-Dame de Montréal et des premiers seigneurs¹⁸. C'est aussi le cas de Mario Boleda, qui évalue à la hausse le nombre de Français s'étant embarqués pour le Canada du début du ^{xvii}^e siècle jusqu'à la conquête anglaise de 1760 : ils auraient été 33 000 à le faire¹⁹. Robert Larin et Leslie Choquette précisent qu'entre le tiers et la moitié d'entre eux y seraient restés en permanence et qu'environ 9 300, soit seulement un peu plus du quart de tous les immigrants, auraient formé la population fondatrice, c'est-à-dire celle qui a eu une descendance²⁰.

En outre, pour la première fois, les pionniers venus de France sont présentés comme des migrants et non comme des êtres

18. Gervais Carpin. *Le Réseau du Canada. Étude du mode migratoire de la France vers la Nouvelle-France (1628-1662)*, Québec, Septentrion/Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2001, 550 p.

19. Mario Boleda, « Trente mille Français à la conquête du Saint-Laurent », *Histoire sociale / Social History*, vol. 23, n° 45, mai 1990, p. 153-177 ; *Id.*, « Nouvelle estimation de l'immigration française au Canada, 1608-1760 », dans Yves Landry (dir.), *Le Peuplement du Canada aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles*, Caen, Centre national de la recherche scientifique, 2004, p. 29-37.

20. Robert Larin, *Brève Histoire du peuplement européen en Nouvelle-France*, Québec, Septentrion, 2000, 229 p. ; Leslie Choquette, *De Français à paysans. Modernité et tradition dans le peuplement du Canada français*, Québec, Septentrion/Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2001, 336 p. Voir aussi Hubert Charbonneau (dir.), *Naissance d'une population. Les Français établis au Canada au ^{xvii}^e siècle*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2020, 376 p.

d'exception partis fonder un pays. Avant de traverser l'Atlantique, ils avaient été mobiles sur le territoire français et, comme on vient de le voir, une proportion importante repartit. Quant à ceux qui persistèrent, à l'origine soldats, apprentis et ouvriers agricoles, ils se transformèrent en paysans. Quant à leurs enfants, ils furent des cultivateurs compétents qui pratiquaient une agriculture extensive sur des terres productives. Dans cette société en formation, la famille, comme ailleurs en Occident moderne, constituait la cellule sociale et économique de base. Déjà, elle avait été l'élément décisif dans le mouvement transatlantique. Ainsi, au ^{xvii}^e siècle, le quart des migrantes et le tiers des migrants étaient accompagnés d'au moins un parent. Dans un contexte général de recherche de meilleures conditions de vie, l'immigration en Nouvelle-France était liée aux stratégies de survie des familles du nord-ouest de la France²¹.

Dans la colonie même, les solidarités familiales continuèrent de jouer un rôle socioéconomique important. Les ménages accaparaient des terres adjacentes aux leurs pour y installer leurs enfants, pratiquant un mode de colonisation que les chercheurs ont qualifié « de proche en proche ». Après deux générations, les meilleures concessions d'une seigneurie étaient occupées. Se formaient alors un deuxième, un troisième, voire un quatrième rang à l'intérieur, surtout dans les seigneuries situées près des villes. Quand on décidait de partir plus loin, le fait d'émigrer en famille servait de garantie ; on s'établissait sur des lots voisins et on se soutenait mutuellement. Pour réussir, les individus qui quittaient seuls leur lieu de naissance devaient impérativement s'allier matrimonialement à des familles déjà établies au lieu de destination. Les quatre cinquièmes de ceux qui le faisaient y demeuraient, contre seulement un peu plus du tiers pour ceux qui ne s'intégraient pas dans un réseau de parenté local. Comme la terre était abondante et peu chère, les parents ne ressentaient pas le besoin de diviser le bien familial. La reproduction familiale s'établissait plutôt par la voie de la mobilité géographique. En

21. Leslie Choquette, *op. cit.*

partant, le migrant permettait à d'autres de rester et à la communauté de conserver sa cohésion. Comme l'écrivent Jacques Mathieu, Pauline Therrien-Fortier et Rénald Lessard, « l'image de la famille fixée à demeure sur une terre ne peut plus subsister qu'associée à son caractère dynamique de la mobilité d'une partie de ses membres²² ».

La recherche d'un lieu d'établissement poussa également des Canadiens au-delà de la vallée du Saint-Laurent, comme à Détroit, au tout début du XVIII^e siècle, et au Pays des Illinois dans les décennies suivantes. Avec la présence d'un certain nombre de voyageurs engagés dans le commerce des fourrures qui avaient choisi d'élire domicile dans les Pays d'en Haut avant et après la Conquête, ces peuplements extra-laurentiens constituèrent la première manifestation durable de la pénétration canadienne-française de l'intérieur nord-américain²³.

III. MONTRÉAL

Dans ce système migratoire, Montréal devint rapidement un lieu d'arrivée autant qu'un lieu de départ, et ce sur deux plans : les départs proches et les départs lointains. Le premier phénomène a été souligné par Louise Dechêne. L'historienne observe que,

22. Jacques Mathieu, Pauline Therrien-Fortier et Rénald Lessard, « Mobilité et sédentarité. Stratégies familiales en Nouvelle-France », *Recherches sociographiques*, vol. 28, n^{os} 2-3, 1987, p. 226. Voir aussi Serge Courville, « Espace, territoire et culture en Nouvelle-France. Une vision géographique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n^o 3, décembre 1983, p. 417-429. Pour un exemple de migration rurale-urbaine, voir Joannie Migneault, « Des ruraux en ville. Une facette des migrations internes dans la vallée du Saint-Laurent ; itinéraire et destin des migrants de provenance rurale à Québec en 1744 », mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval, 2009, 189 p.

23. Benoît Brouillette, *La Pénétration du continent américain par les Canadiens Français, 1763-1846. Traitants, explorateurs, missionnaires*, Montréal, Librairie Granger Frères limitée, 1939, 242 p ; Carolyn Podruchny, *Les Voyageurs et leur monde. Voyageurs et traiteurs de fourrures en Amérique du Nord*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, 426 p. ; Nicole St-Onge et Robert Englebert, « Paddling into History. French-Canadian Voyageurs and the Creation of a Fur Trade World, 1730-1804 », dans Denis Combet, Luc Côté et Gilles Lesage (dir.), *From Pierre-Esprit Radisson to Louis Riel. Voyageurs and Métis*, Winnipeg, Presses universitaires de Saint-Boniface, 2014, p. 71-103 ; Guillaume Teasdale, *Fruits of Perseverance. The French Presence in the Detroit River Region, 1701-1815*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2018, 240 p.

au XVIII^e siècle, la faiblesse de l'emploi urbain lié au commerce des fourrures ne permettait pas d'absorber tout l'accroissement naturel, de sorte que s'enclencha un mouvement vers la campagne environnante²⁴. Celui-ci ne s'arrêta pas avec la cession du Canada et se poursuivit au moins jusqu'au début du XIX^e siècle. Avec Paul-André Linteau, on peut se demander si l'apport massif de Britanniques qui augmentèrent la concurrence sur le marché du travail n'a pas alors poussé des Canadiens français à quitter Montréal. Métropole du commerce des fourrures, la ville était également le lieu d'où partaient vers les Pays d'en haut commerçants, missionnaires, militaires et voyageurs. Au XVII^e siècle, beaucoup d'entre eux avaient des attaches à Montréal, mais avec le temps, les voyageurs provenaient pour la plupart d'autres localités riveraines et ne faisaient que passer²⁵.

Puis, à partir du milieu du XIX^e siècle, la ville en expansion accueillit un nombre croissant d'habitants de la plaine environnante²⁶. Dans sa thèse de doctorat, Jean-Claude Robert remarque que plus des trois quarts des conjoints non montréalais venaient de la région, avec une prépondérance des paroisses riveraines et une présence plus forte de la rive nord que de la rive sud²⁷. De son côté, en fouillant l'histoire de la bourgeoisie canadienne-française de la métropole, Paul-André Linteau observe que presque tous ses membres provenaient de la ville ou de son arrière-pays²⁸. Par ailleurs, en s'appuyant sur un échantillon des naissances de 1859, Sherry Olson conclut que parmi les parents canadiens-français mariés à Montréal, 54 % étaient originaires de la ville, 40 % de

24. Louise Dechêne, « La Croissance de Montréal au XVIII^e siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 27, n° 2, septembre 1973, p. 163-179.

25. Paul-André Linteau, « Montréal, plaque tournante migratoire des francophones », sur le site *3 siècles de migrations francophones en Amérique du Nord (1640-1940)*, 2019, bit.ly/3Kky056 (consulté le 6 décembre 2021).

26. Raoul Blanchard, *L'Ouest du Canada français. Montréal et sa région*, Montréal, Beauchemin, 1953 p. 284-286.

27. Jean-Claude Robert, « Montréal 1821-1871. Aspects de l'urbanisation », thèse de doctorat (histoire), École des hautes études en sciences sociales, 1977, p. 191.

28. Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, p. 58.

la plaine de Montréal et 7 % de régions plus éloignées²⁹. Ici également, le rôle de la famille et de la parenté était fondamental, comme en font foi les chaînes migratoires reliant des localités de la plaine à la ville³⁰. La géographie influençait aussi le quartier de destination. Dans son *Histoire de Montréal*, Robert Rumilly écrit : « Des ruraux de la rive sud peuplent en partie les quartiers voisins du fleuve : Saint-Henri, la Pointe Saint-Charles, Verdun. Ceux de Joliette et de l'Assomption s'établissent à Maisonneuve³¹ ». Olson confirme les polarisations régionales à partir des individus portant le patronyme Beauchamp³².

Quel rôle joua Montréal dans l'autre grand phénomène migratoire de l'époque, l'exode vers les États-Unis ? Nous avons très peu d'informations à ce sujet. Ce qui est certain, c'est que la ville n'en était pas le pivot. Les nombreuses connexions ferroviaires entre le Québec et les États-Unis faisaient en sorte que les migrants n'avaient pas besoin de passer par la métropole pour s'y rendre. Les Montréalais participaient-ils au mouvement ? Cela semble avoir été le cas pour les Irlandais à la fin du XIX^e siècle, mais qu'en était-il des Franco-Montréalais³³ ?

Les recherches de France Martineau et d'Yves Frenette sur le quartier Hochelaga-Maisonneuve jettent un peu de lumière sur la question. Ils étudient les trajectoires géographiques, familiales et sociales d'un groupe de douze locuteurs nés entre 1922 et 1950³⁴. Ces derniers ont en commun des ancêtres très

29. Sherry Olson, « Le Peuplement de Montréal », dans Serge Courville (dir.), *Atlas historique du Québec. Population et territoire*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1996, p. 84.

30. France Gagnon, « Parenté et migration. Le cas des Canadiens français à Montréal entre 1845 et 1875 », *Historical Papers/Communications historiques*, vol. 23, 1988, p. 63-85 ; *Id.*, « Les Migrations internes vers Montréal au XIX^e siècle. Un bilan », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 21, n° 2, automne 1992, p. 31-49 ; Sherry Olson et Patricia Thornton, *Peopling the North American City. Montreal, 1840-1900*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2011, 544 p.

31. Robert Rumilly, *Histoire de Montréal*, Montréal, Fides, tome 3, 1972, p. 398.

32. Sherry Olson, *loc. cit.*

33. Paul-André Linteau, « Montréal, plaque tournante migratoire des francophones », *op. cit.*

34. Hélène Blondeau, France Martineau et Yves Frenette, « Francophonie montréalaise et globalisation. Évolution des pratiques langagières en contexte

mobiles qui se sont déplacés à chaque génération dans l'espace rural québécois et, à l'occasion, en Nouvelle-Angleterre, avant que l'un ou plusieurs d'entre eux migrent vers Montréal, en vue d'assurer la reproduction familiale. Leur migration en était donc une de maintien³⁵. Toutefois, on est aussi en présence de trois cas de migrations de rupture vers la métropole, c'est-à-dire d'individus qui partent avec l'idée de ne pas revenir et de s'éloigner psychologiquement du milieu d'origine : un Français provenant de la notabilité provinciale, une petite fille du Bas-Saint-Laurent dont une partie de la famille avait déménagé à Montréal à la suite du décès du père, un homosexuel du Lac-Saint-Jean qui a choisi lui aussi de vivre en ville. Une fois rendus à Montréal, les ancêtres des locuteurs interviewés ainsi qu'eux-mêmes ont continué à se mouvoir sur le territoire urbain, ce qui n'était pas nécessairement synonyme de mobilité sociale ascendante.

IV. À LA RECHERCHE DES SAGUENAYENS MOBILES

Les analyses de Gérard Bouchard ont renouvelé en profondeur l'étude du peuplement colonisateur et des migrations, notamment en faisant ressortir les liens étroits unissant reproduction familiale et mobilité géographique. Dès le début de ses enquêtes, le jeune chercheur est confronté à la problématique des migrations. En 1975, il fait paraître dans la revue *Histoire sociale / Social History* un article intitulé « L'Histoire démographique et le problème des migrations. L'exemple de Laterrière³⁶ ». Pendant les vingt années suivantes, les membres de son équipe et lui-même reviennent souvent sur la question, celle-ci étant au cœur de leurs recherches et du livre *Quelques arpents d'Amérique*³⁷.

dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve (HOMA) », *Cahiers internationaux de sociolinguistique*, vol. 10, 2016, p. 166-172.

35. La dichotomie migrations de maintien – migrations de rupture est empruntée à Paul-André Rosental, *Les Sentiers invisibles. Espaces, familles et migrations dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Éditions de l'ÉHÉSS, 1999, 256 p.

36. Gérard Bouchard, « L'Histoire démographique et le problème des migrations. L'exemple de Laterrière », *Histoire sociale / Social History*, vol. 8, n° 15, mai 1975, p. 21-33.

37. *Id.*, « Les Migrations de réallocation comme stratégie de réallocation

La trame du peuplement de la région est connue. À partir des années 1830, les bonnes terres commencèrent à se faire rares à certains endroits de la vallée du Saint-Laurent, particulièrement à l'est de Québec. La région de Charlevoix, sur la rive nord, fut l'une des plus affectées par le surpeuplement agraire : entre 1825 et 1880, la population quintupla et l'ouverture de paroisses sur les mauvais sols des plateaux ne suffit pas à éponger les surplus démographiques du littoral. La population demandait l'ouverture du Saguenay à la colonisation, ce territoire étant bloqué par la Compagnie de la Baie d'Hudson, qui y détenait un monopole. En 1838, des défrichements illégaux marquèrent le début de la colonisation saguenayenne. Lorsque le bail de l'entreprise de fourrures ne fut pas renouvelé en 1842, le peuplement put se poursuivre. Des familles paysannes, en quête de terres pour leurs enfants, tentèrent leur chance au Saguenay ; elles défrichèrent des terres et trouvèrent des emplois hivernaux dans les nombreux chantiers forestiers. Le clergé et les membres de l'élite socioculturelle favorisèrent le mouvement de diverses façons. Dans ce contexte, entre 1838 et 1911, 28 656 personnes arrivèrent dans la région, la grande majorité provenant de Charlevoix.

Dans *Quelques arpents d'Amérique*, Bouchard réévalue à la baisse l'apport organisationnel de l'élite, tel qu'il s'était manifesté dans la mise sur pied de sociétés de colonisation. Surtout, il fait ressortir le caractère familial de la migration vers le Saguenay, la forme la plus courante étant celle d'un groupe de frères et de cousins s'établissant dans un même lieu avec femmes et enfants,

en terroir neuf », dans Rollande Bonnain, Gérard Bouchard et Joseph Goy (dir.), *Transmettre, hériter, succéder. La reproduction familiale en milieu rural, France-Québec, XVIII^e-XX^e siècles*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1992, p. 189-212 ; *Id.*, *Quelques arpents d'Amérique. Population, économie, famille au Saguenay, 1838-1971*, Montréal, Boréal, 1996, 636 p. ; *Id.* et Jeannette Larouche, « Dynamique des populations locales. La formation des paroisses rurales au Saguenay (1840-1911) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 41, n° 3, hiver 1988, p. 363-388 ; Marc St-Hilaire, « Origines et destin des familles pionnières d'une paroisse saguenayenne au XIX^e siècle », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 32, n° 85, avril 1988, p. 5-26 ; *Id.*, *Peuplement et dynamique migratoire au Saguenay, 1840-1960*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1996, 285 p. ; Danielle Gauvreau et Mario Bourque, « Mouvements migratoires et familles. Le peuplement du Saguenay avant 1911 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 42, n° 2, automne 1988, p. 167-192.

auxquels se joignaient parfois les parents et les grands-parents. Comme en Nouvelle-France, l'apparement favorisait l'enracinement : les individus intégrés à un réseau de parenté étaient deux fois plus sédentaires que les autres et lorsqu'ils quittaient une localité, ils avaient tendance à demeurer dans la région.

Selon Bouchard, les courants migratoires intrarégionaux étaient conditionnés par la reproduction familiale, c'est-à-dire par la volonté des parents d'établir sur des terres le plus de fils possible, les filles étant, elles, mariées à des cultivateurs. Véritable moteur de la dynamique sociale, la reproduction familiale influait fortement sur le rapport sédentarité-mobilité. Si les parents étaient assez fortunés, ils achetaient dans le voisinage plus ou moins immédiat des terres déjà défrichées. Sinon, ils vendaient leur exploitation pour acquérir sur un front pionnier des surfaces beaucoup plus étendues, sur lesquelles les fils étaient ultérieurement établis. Ce second scénario entraînait une mobilité géographique à l'intérieur de la région et était plus répandu. Il est remarquable que plus du quart des familles mobiles se soient déplacées trois fois ou plus. La migration intrarégionale n'était pas synonyme de désintégration familiale, bien au contraire : dans au moins les deux tiers des cas, les déplacements entraînaient vers un front pionnier des familles entières provenant de terroirs saturés ou en voie de l'être.

Les familles mobiles se caractérisaient par le nombre de leurs membres. Au moment de leur premier déplacement, elles avaient déjà donné naissance à 8,0 enfants, contre 7,4 pour les ménages sédentaires. Les couples mobiles étaient un peu moins riches que les autres mais, dans la grande majorité des cas, le peu d'écart entre les deux groupes infirme l'hypothèse selon laquelle les déplacements aient généralement été synonymes de difficultés financières ou d'échecs. Parmi les pionniers saguenayens, on comptait même des familles prospères. Paradoxalement, les familles les plus mobiles étaient les moins alphabétisées ; cela suggère que, pour au moins certaines d'entre elles, l'instabilité

était dictée non seulement par les impératifs de la reproduction familiale, mais aussi par les problèmes économiques. Pour la majorité, la migration dite de « réallocation des ressources familiales » visait à préserver les liens familiaux, puisqu'elle permettait à la plupart des enfants de s'établir à proximité de leurs parents. Du même coup, ces derniers s'assuraient d'être soutenus durant leur vieillesse.

Comme dans la vallée du Saint-Laurent, les deux modes d'expansion des assises familiales, l'expansion dans la sédentarité et l'expansion dans la mobilité, collaient étroitement aux deux faces de la dynamique des populations locales : d'un côté, un petit noyau de familles qui parvenait à s'enraciner et qui maintenait la continuité de la paroisse, de son identité, de sa mémoire ; de l'autre, des marges instables qui se renouvelaient rapidement et qui appartenaient à la périphérie de la communauté paroissiale.

Parue la même année que *Quelques Arpents* d'Amérique, la thèse de doctorat de Marc St-Hilaire est plus ciblée, le géographe documentant quatre types de circuits migratoires : le circuit rural-urbain, le circuit urbain, le circuit pionnier et le circuit rural³⁸. Il met au jour des éléments de différenciation importants, notamment le caractère plus ou moins familial de certains types de migration et la sur ou sous-représentation de certaines catégories professionnelles, la migration ne touchant pas tout le monde de la même façon ; c'était un processus sélectif. Les premiers immigrants dans la région et leurs enfants s'enracinèrent de façon plus définitive à titre de cultivateurs en profitant de l'abondance des terres disponibles. Les individus provenant de Charlevoix bénéficiaient largement de cette intégration favorisée par des liens familiaux plus accentués. De façon inverse, l'émigration affectait davantage des migrants récemment arrivés.

Entre 1840 et 1960, selon St-Hilaire, la population saguenayenne était composée de plus de 60 % de migrants, dont les deux cinquièmes se déplacèrent au moins une fois à l'intérieur

38. Marc St-Hilaire, *Peuplement et dynamique migratoire au Saguenay, 1840-1960*, op. cit.

de la région, certains le faisant jusqu'à douze fois. Le degré de mobilité intrarégionale, relativement stable au XIX^e siècle, s'accrut avec l'industrialisation avant de revenir à son niveau antérieur, la ville favorisant apparemment l'enracinement d'une part croissante de couples.

St-Hilaire ne s'intéresse pas aux migrations extrarégionales et Bouchard très peu, les émigrants s'échappant de leurs filets documentaires. Pourtant, l'émigration emportait environ un enfant célibataire par famille, dont le quart vers les États-Unis. Bouchard se contente de faire la liste des cas de figure : aventuriers qui partaient au loin et dont on perd la trace ; esprits indépendants désireux de s'affranchir du lien familial et de construire leur propre itinéraire ; individus rejetés par la famille ; ceux que la reproduction familiale avait établis à proximité de l'espace saguenayen, sur la Côte-Nord, dans Charlevoix ou dans la région de Québec, vraisemblablement à la faveur de circonstances matrimoniales ; enfin, jeunes gens partis au service de la famille, que le mariage avait fixés au loin, mais qui ne quittèrent jamais les voies de la parenté, maintenant les liens par des visites et des échanges épistolaires.

Les départs des couples ayant séjourné au Saguenay entre 1842 et 1901 sont un peu mieux connus que ceux des jeunes gens. Représentant entre 18 % et 28 % du total, ces ménages s'acheminaient surtout vers la Nouvelle-Angleterre à la fin du XIX^e siècle et au Manitoba au XX^e. Ils partaient en raison de difficultés financières ou d'échecs. Contrairement à ce qu'il advenait chez les enfants émigrés, il était plutôt rare qu'un couple aille s'établir avec sa famille sur un autre front pionnier à l'extérieur de la région³⁹.

V. MOBILITÉS FRANCO-ONTARIENNES

En Ontario, comme l'a montré Gaétan Gervais, le peuplement canadien-français eut lieu principalement au XIX^e siècle, enclenché surtout par l'avènement de l'industrie du bois qui attira des

39. Sur l'émigration des Saguenayens, voir aussi Germain Morin, « L'Émigration au Saguenay (fin XIX^e-début XX^e siècle) », mémoire de maîtrise (études régionales), Université du Québec à Chicoutimi, 1991, 186 p.

milliers de travailleurs, dont une partie se transformèrent en cultivateurs, amenant à leur suite femme et enfants. L'Église catholique influença ce processus, motivée qu'elle était par un désir d'enrayer la migration vers les centres urbains, notamment ceux des États-Unis. Pour ce faire, comme ailleurs au Canada français, elle fonda des sociétés de colonisation. Se développèrent ainsi des foyers de langue française dans la vieille aire française du Sud-Ouest, dans les comtés de l'Est et à la Baie-Georgienne puis, au tournant du xx^e siècle, dans le nord de la province, à la mesure de l'exploitation agricole, forestière et minière du territoire⁴⁰.

La thèse de doctorat de Roger Bernard, soutenue à l'Université McGill en 1987 et publiée quatre ans plus tard, constitue l'étude la plus substantielle sur les migrations en Ontario français⁴¹. L'ouvrage représente une première en études franco-ontariennes et, du point de vue méthodologique, il n'a son pareil nulle part ailleurs, Bernard s'appuyant notamment sur des questionnaires remplis par les migrants. En accordant ainsi toute la place qu'il mérite à l'acteur social, le sociologue poursuit, sans le savoir, la même démarche que plusieurs historiens des migrations nord-américaines⁴². En outre, comme eux, il situe les mouvements de population dans les contraintes de la socioéconomie⁴³.

L'ouvrage comprend trois parties : « Le sentier migratoire Québec/Hearst », « Le contexte économique, social et historique

40. Gaétan Gervais, « L'Ontario français, 1821-1910 », dans Cornelius Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, p. 49-124 ; *Id.*, « La Colonisation du Nord-Est ontarien », dans Yves Frenette, Étienne Rivard et Marc St-Hilaire (dir.), *op. cit.*, p. 149-154. Voir aussi Fernand Ouellet, « L'Évolution de la présence francophone en Ontario. Une perspective économique et sociale », dans Jaenen, *op. cit.*, p. 127-198 ; *Id.*, « Du Québec vers l'Ontario », dans Yves Frenette, Étienne Rivard et Marc St-Hilaire, *op. cit.*, p. 143-148 ; *Id.*, « Les Progrès de la population franco-ontarienne », dans Yves Frenette, Étienne Rivard et Marc St-Hilaire, *op. cit.*, p. 225-229.

41. Roger Bernard, *Le Travail et l'espoir. Migrations, développement économique et mobilité sociale Québec/Ontario 1900-1985*, Hearst, Le Nordir, 1991, 398 p.

42. Par exemple, John Bodnar, *The Transplanted. A History of Immigrants in Urban America*, Bloomington, Indiana University Press, 1985, en particulier p. 1-56.

43. Ce segment reprend en partie Yves Frenette, « Roger Bernard, intellectuel de l'Ontario français », *Cahiers Charlevoix*, vol. 5, Sudbury, Société Charlevoix et Prise de Parole, 2002, p. 31-36.

des migrations entre l'Ontario et le Québec », « Mobilité et intégration des migrants ». La première partie s'ouvre sur des considérations théoriques. Bernard est influencé par deux approches qu'il veut complémentaires, l'approche fonctionnaliste et l'approche globalisante du système mondial. Il fait ensuite appel à deux hypothèses principales pour expliquer les migrations entre le Québec et l'Ontario : la motivation économique et les facteurs socioculturels de la prise de décision, ce qui l'amène à présenter une douzaine de propositions pour échauffer sa problématique. S'étant ainsi muni d'outils conceptuels et méthodologiques, il est à même d'analyser le sentier migratoire Québec/Hearst en faisant ressortir le rôle du gouvernement de l'Ontario et de l'ouverture du chemin de fer, des chantiers forestiers ainsi que des exploitations minières. Il montre comment, à leur arrivée dans le nord de la province, les migrants pratiquaient une économie agroforestière qui n'était pas fondamentalement différente de celle ayant cours au Québec⁴⁴. En fait, la continuité socioculturelle est l'élément le plus frappant du sentier migratoire Québec/Hearst, les migrants s'établissant dans des lieux de destination très semblables aux lieux d'origine. La région de Hearst constituait donc « un prolongement naturel du milieu québécois, prolongement qui à son tour facilite le passage d'une province française à une province anglaise », la frontière interprovinciale s'estompant dans l'esprit des migrants⁴⁵.

Bernard trace le profil du mouvement migratoire : un Québécois sur cinq était venu avant 1940, tandis que les quatre autres arrivèrent à chacune des décennies entre 1940 et 1980. En outre, les lieux d'origine variaient selon la période de migration. Avant 1930, deux migrants sur trois provenaient de la Beauce, principalement des localités de l'arrière-pays, près de la frontière avec les États-Unis. Cette proportion baissa à 50 % pendant la Crise, alors que des Montréalais tentèrent l'aventure vers Hearst et

44. L'étude pionnière du système agroforestier québécois est celle de Normand Séguin, *La Conquête du sol au 19^e siècle*, Montréal, Boréal Express, 1977, 295 p.

45. Roger Bernard, *op. cit.*, p. 66.

ses environs. De 1940 à 1970, l'Abitibi-Témiscamingue et le Bas-Saint-Laurent/Gaspésie envoyèrent aussi un nombre important de personnes vers la région. Enfin, dans les années 1970, près du tiers des migrants provenaient d'autres régions que celles précitées.

L'attrait d'un emploi est la cause la plus souvent évoquée par les migrants pour expliquer leur décision de partir. Quant au choix de Hearst, il s'explique surtout par la présence d'une connaissance ou d'un membre de la famille déjà installé dans la région. La décision de migrer se prenait rapidement, en général lors de la visite d'un individu déjà rendu en Ontario. Bernard commente : « Nous sommes loin des analyses complexes des coûts et bénéfices que les modèles explicatifs imputent aux migrants et plus particulièrement aux migrants interprovinciaux. Selon notre enquête, l'analyse n'est pas complexe parce qu'ils n'ont pas grand-chose à perdre et beaucoup à gagner⁴⁶ ». De plus, contrairement à ce qu'en dit l'historiographie traditionnelle, les prêtres colonisateurs ne jouèrent pas un rôle très important dans ce processus migratoire.

Dans la deuxième partie du livre, Bernard utilise une approche macroscopique en s'appuyant sur des statistiques et des travaux publiés. Tour à tour, il se penche sur l'émigration des Québécois, sur les migrations interprovinciales et sur le peuplement du nord de l'Ontario. Il explique la migration des travailleurs par un « ensemble de situations provoquées par des actions dans les sociétés situées à chaque extrémité du sentier migratoire⁴⁷ ».

La troisième partie du *Travail et l'espoir* porte dans un premier temps sur la relation migration-mobilité sociale et professionnelle. Les migrants, qui provenaient de milieux sociaux humbles et qui étaient sous-scolarisés, connurent des débuts modestes dans la région de Hearst, quand ils n'étaient pas carrément pauvres.

Il n'y a rien d'étonnant à la faible scolarisation et à la reproduction de cette situation d'une génération à l'autre, écrit Bernard. Avec la migration, le problème se déplace, et

46. Roger Bernard, *op. cit.*, p. 61.

47. *Ibid.*, p. 148.

les conditions du monde du travail de la région de destination, centré sur l'exploitation des ressources forestières et d'une agriculture vivrière, ne provoqueront pas de changements majeurs en regard des besoins de scolarisation et de spécialisation des travailleurs⁴⁸.

Les migrants étaient originaires de milieux ruraux et ils s'installaient dans un autre milieu rural. Cependant, en déménageant du Québec vers l'Ontario, ils travaillaient davantage comme bûcherons, tout en continuant à exploiter une petite ferme. Ce mode de vie agroforestier représentait une transition vers des emplois à temps plein dans les scieries et dans l'industrie du bois d'œuvre. Les migrants continuaient toutefois d'appartenir aux mêmes strates socioéconomiques qu'auparavant : « La mobilité sociale échappe donc aux migrants. Tout se passe comme si la migration ne brisait pas certaines régularités sociales établies par le milieu social et familial et transmises de génération en génération⁴⁹ ». Pourtant, les migrants ne visaient pas une mobilité sociale ascendante : ils cherchaient avant tout à se procurer un emploi régulier, bien rémunéré, et des possibilités d'avancement pour leurs enfants. De plus, si la migration n'était pas synonyme de mobilité sociale, elle empêcha néanmoins la régression. Cela explique pourquoi les migrants se disaient contents, *a posteriori*, d'avoir pris la décision de quitter les campagnes québécoises pour la région de Hearst.

Une quinzaine d'années après la parution de l'ouvrage de Bernard, Denise Quesnel, publie une monographie sur Noëlville dans laquelle elle souhaite faire « une contribution originale à l'histoire de la famille⁵⁰ ». Dans les études nord-ontariennes, écrit-elle, « l'accent a davantage été posé sur le clergé colonisateur, comme cela a été le cas ailleurs⁵¹ ». Influencée par Gérard

48. *Ibid.*, p. 159.

49. *Ibid.*, p. 192.

50. Denise Quesnel, *Noëlville. Familles et colonisation, 1895-1930*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 2008, p. 22. Ce segment est redevable à Serge Dupuis, « Les Migrations vers le moyen-nord de l'Ontario (1610-1945). Synthèse », Rapport de recherche, 2021, p. 27-44.

51. Denise Quesnel, *op. cit.*, p. 23.

Bouchard, elle écrit :

Il est presque impossible pour un individu de s'établir seul dans le Nouvel-Ontario. C'est pour cette raison que des familles déménageaient ensemble, formant ainsi une chaîne migratoire allant de la communauté d'origine au front colonisateur. Il semble bien que ce sont, en fait, les familles qui sont au cœur de la colonisation. Une fois rendues sur place, ces familles façonnent la communauté par les multiples alliances qui se sont créées, les liens qui existaient entre les familles qui arrivent dans la région, la formation de grappes familiales⁵².

Quesnel privilégie la dimension spatiale du peuplement en observant le rang, cette « voie de communication principale » par laquelle « les parents s'établissent à proximité », « les mariages se forment » et « les familles se rapprochent »⁵³.

Ouverts au peuplement à l'été 1895, les cantons qui formeraient bientôt la paroisse de Noëlville comptaient, six ans plus tard, 25 familles, pour un total de 118 personnes. Les ménages pratiquaient un mélange d'activités agricoles et non agricoles. Les filles et les fils contribuaient à l'économie familiale de diverses façons, par exemple en participant aux travaux domestiques, en récoltant des bleuets et de la gomme de sapin, en sciant du bois ou en devenant enseignants. Lors du recensement de 1911, la plupart des familles avaient obtenu le titre de leur propriété. Noëlville comptait alors 125 hommes, 100 femmes, 315 garçons et 226 filles. Seuls seize chefs de ménage habitaient seuls, preuve supplémentaire du rôle primordial des familles dans la colonisation de la région. On ne pouvait pas se passer d'enfants pour défricher et cultiver la terre. De plus, c'étaient surtout les grands garçons qui apportaient du numéraire en travaillant comme bûcherons, menuisiers, commis, marchands, instituteurs ou fonctionnaires.

Les familles tendaient à être sédentaires, car la région n'avait pas encore atteint son point de saturation. Des membres de la parenté pouvaient toujours s'établir sur une terre adjacente ou défricher une partie de la terre originelle. Une carte des titulaires

52. *Loc. cit.*

53. *Ibid.*, p. 25.

des terres illustre en partie leur apparentement. On y trouve d'affiliée huit familles Daoust, quatre familles Mayer, trois familles Dupuis, et il s'agit de sauter quelques lopins pour retrouver d'autres parents. Si les familles ne portaient pas le même patronyme, elles étaient parfois liées par des cousins communs, une grande partie des migrants étant originaire d'Embrun et de Crysler, dans l'Est ontarien, ou de Buckingham et de Masson, dans l'Outaouais québécois. L'apparentement favorisait l'enracinement et un sentiment de solidarité communautaire.

L'importance de la famille et des réseaux de parenté est aussi mise en exergue par Donald Dennie qui s'appuie sur les archives paroissiales d'Azilda et de Chelmsford, les recensements fédéraux imprimés, les actes fonciers du bureau d'enregistrement du district de Sudbury et des entrevues avec 23 répondants qui ont au moins 65 ans en 1972. Comme à Noëlville et en beaucoup d'autres lieux du Canada français, le peuplement des deux localités s'était effectué en grappes familiales. Il n'est donc pas surprenant que l'intensité de l'entraide prédomine dans la mémoire des personnes interviewées par le sociologue :

Ils s'entraidaient, s'entraidaient entre eux autres. Ils s'entraidaient à se sauver la vie. Ils achetaient des machineries à deux ou trois habitants ensemble. L'un s'en servait pis après ça l'autre le traînait su' sa terre et s'en servait pis l'autre pareil. C'était, en anglais y a appelé ça *survival of the fittest*. [...] Fallait que ton cerveau marche, puis que tu te tiennes ami avec tout le monde parce que tu ne savais pas quand tu en auras besoin, toi aussi⁵⁴.

Par ses recherches sur les mineurs du nord de l'Ontario et du Québec, Guy Gaudreau a fait également une contribution importante à l'historiographie des migrations au Canada français. Adhérant à la thèse de l'agencéité, l'historien montre que les travailleurs n'étaient nullement à la remorque des décisions patronales : ils quittaient volontairement et fréquemment les lieux de travail, bien plus souvent qu'ils n'en étaient congédiés. S'ils pouvaient défier

54. Intervenant anonyme, dans Donald Dennie, *À l'ombre de l'Inco. La transition d'une communauté canadienne-française (1890-1972)*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2001, p. 61.

leurs employeurs, c'est qu'ils utilisaient leurs réseaux familiaux et communautaires comme filets de secours. Gaudreau écrit que

les entreprises n'ont, à première vue, jamais découragé les départs volontaires en limitant les fréquents retours au sein de l'entreprise. Cela reste très significatif de leurs besoins impérieux de travailleurs. Même les congédiés sont réembauchés [...]. Très rare, la main-d'œuvre expérimentée trouve aisément du travail. En outre, ces départs, facilités par l'entreprise, permettent d'évacuer le mécontentement et de défaire les solidarités. Le brassage incessant de la main d'œuvre nuit à la formation d'un esprit de corps chez les ouvriers-mineurs. [...] Si un membre d'une famille travaille bien, son frère pourra plus facilement être embauché. Et cet apparemment favorise à son tour la mobilité puisque la famille est mise au courant des postes vacants ou des possibilités d'embauche⁵⁵.

Il arrivait souvent que les ouvriers aillent de mine en mine : plus de 40 % des mineurs d'expérience embauchés à l'INCO de Sudbury avaient déjà travaillé dans les villages miniers de la ceinture de nickel qui entourait la ville. De l'autre côté de la frontière québécoise, à la Noranda, près de la moitié des mineurs d'expérience venaient de Kirkland Lake, de Timmins ou de Sudbury.

Pour sa part, Yves Frenette publie en 2006 une synthèse sur les régions du centre et du sud-ouest de l'Ontario dans laquelle il consacre plusieurs pages aux courants migratoires des

55. Guy Gaudreau, *L'Histoire des mineurs du Nord ontarien et québécois 1886-1945*, Québec, Septentrion, 2003, p. 39-40. Paul de la Riva, étudiant de Gaudreau, arrive aux mêmes conclusions dans son étude des ouvriers de l'INCO : 86 % des Canadiens français y étaient employés moins de six mois. Dans deux tiers des cas, les départs étaient volontaires et 18 % des ouvriers qui partaient, y effectueraient un second – ou de multiples – séjours, tout aussi brefs : *Mine de rien. Les Canadiens français et le travail minier à Sudbury 1886-1930*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1997, p. 40, 47, 61, 96-97, 132-136, 143. Pour des études similaires en Nouvelle-Angleterre et au Saguenay, voir Tamara Hareven, *Family time and Industrial Time. The Relationship between Family and Work in a New England Industrial Community*, New York, Cambridge University Press, 1982, 492 p. ; José E. Igartua, *Arvida au Saguenay. Naissance d'une ville industrielle*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1996, 288 p.

francophones, notamment à partir de l'étude du cas de Welland⁵⁶.

La communauté francophone de la ville devait sa naissance aux activités de recrutement de la société Empire Cotton Mills of Montreal qui, pendant la Première Guerre mondiale, fit face à une pénurie de main-d'œuvre à sa manufacture de Welland, construite en 1912. Pour y remédier, elle eut recours à des ouvriers expérimentés parmi les travailleurs de son usine de Montmorency, près de Québec, en leur offrant le double de leur salaire. Rapidement, des chaînes migratoires relièrent Welland, Montmorency et des localités des comtés de Bellechasse et de Mégantic qui avaient alimenté la main-d'œuvre de l'entreprise à Montmorency. Entre 1915 et 1919, une quarantaine de familles canadiennes-françaises migrèrent ainsi à Welland. En plus de travailler à l'Empire, leurs membres trouvèrent de l'emploi dans des industries de guerre. La plupart s'établirent dans l'est de la ville, à l'ombre de la filature de l'Empire. Dès 1920, ils étaient assez nombreux pour fonder une paroisse qui constitua la base d'un réseau institutionnel dynamique. Se développa rapidement un quartier ouvrier qui prit le nom de *Frenchtown*.

Après une période d'accalmie pendant la Crise, les migrations francophones vers Welland reprirent de plus belle avec le début du second conflit mondial, la croissance des industries de guerre puis leur reconversion lorsque la paix revint. En 1951, la population d'origine ethnique française était passée à plus de 2 500 habitants et représentait 15 % de la population totale de la ville. La décennie suivante marqua une période d'expansion démographique pour celle-ci et encore davantage pour sa communauté francophone. Toutefois, la croissance ralentit considérablement pendant les années 1960, malgré l'annexion (1961) du secteur urbain du canton de Crowland, où vivaient également des Canadiens français.

56. Yves Frenette, « L'Ontario français du Centre et du Sud-Ouest, 1940-1970 », *Cahiers Charlevoix*, vol. 7, Sudbury, Société Charlevoix et Prise de Parole, 2006, p. 153-158. Voir aussi Raymond Mougéon, Yves Frenette et Marc-André Gagnon, « Genèse, essor et refondation de la communauté francophone de Welland (Ontario) », dans France Martineau et al. (dir.), *Les Francophonies nord-américaines. Langues, frontières et idéologies*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, p. 265-271.

De 1940 à 1970, l'origine géographique des francophones se diversifia. Comme les réseaux de parents et de connaissances jouaient un rôle central dans le processus migratoire, les nouveaux arrivants continuaient de venir de la région de Québec, mais le bassin de recrutement s'étendit progressivement à l'est de la province ainsi qu'au nord du Nouveau-Brunswick puis, dans les années 1960, à l'Abitibi et au nord-est de l'Ontario, où l'industrie minière connaissait des difficultés. Tous ces gens étaient à la recherche de travail ou d'un emploi bien rémunéré.

Dans les autres localités du Centre et du Sud-Ouest, les premiers migrants arrivèrent presque par hasard. Ainsi, en 1949, des travailleurs saisonniers du tabac à Delhi, sur la rive nord du lac Érié, eurent vent que l'usine de General Motors (GM) d'Oshawa venait de s'agrandir et qu'elle avait besoin de bras. La même nouvelle circulait à Welland, notamment chez les ouvriers du coton, qui gagnaient beaucoup moins que dans le secteur de l'automobile. Une fois embauchés, les pionniers canadiens-français d'Oshawa en parlèrent à leurs cousins, amis, frères et sœurs du Québec, qui les rejoignirent en grand nombre au début de la décennie de 1950. En fait, la plupart des migrants vers le Centre et le Sud-Ouest y avaient déjà des parents, des amis ou des connaissances, cette migration en chaîne facilitant beaucoup leur installation et leur intégration.

Pour illustrer le processus migratoire, prenons le cas d'une famille émigrée à Welland au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Ayant quitté l'armée, le mari rentra sur son petit lot de colonisation dans le deuxième rang de Saint-Magloire de Bellechasse. Il avait acheté cette terre incultivable pour en couper le bois, mais il ne lui restait plus rien à bûcher et il ne pouvait trouver d'emploi comme journalier. « J'ai décidé [...] avec ma femme [...] Je suis aussi bien de partir immédiatement, pas attendre [...] trop tard, tandis qu'on est jeunes, on est encore assez jeunes pour se déplacer⁵⁷. » Le couple vendit sa maison et partit pour

57. Cité dans André Lapierre, *L'Ontario français du Sud-Ouest. Témoignages oraux*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1982, p. 452.

l'Ontario. Des amis de jeunesse, qui habitaient à Welland depuis plusieurs années, dirent au mari : « Sois pas inquiet, y courent le monde sur la rue⁵⁸. » À Québec, le chef de gare ne s'étonna pas de ce qu'un autre habitant de Saint-Magloire achète un aller simple pour Welland, car il en avait vu une douzaine prendre la même route. En l'espace de deux mois, ce ne fut pas moins de trente familles de cette paroisse qui migrèrent dans la localité industrielle de la péninsule du Niagara. Arrivé un vendredi après-midi, le mari se rendit dans une usine dès le lendemain matin. Puisqu'il connaissait quelqu'un qui y travaillait, une vieille connaissance de Saint-Magloire, il fut embauché sur le champ. Plus tard, lui et sa femme faciliteraient eux-mêmes l'établissement de nouveaux venus en les prenant comme pensionnaires⁵⁹.

Lorsqu'une communauté atteignait une masse critique, elle devenait attrayante pour des médecins, des dentistes, des avocats, des comptables, des agents d'assurance, des enseignantes, des traducteurs, dont plusieurs étaient originaires de l'est de l'Ontario et avaient fait leurs études à l'Université d'Ottawa. Plus sensibles que les ouvriers à la survie et à la promotion du fait français, ces gens recherchaient des milieux où existaient des institutions de langue française ou à tout le moins bilingues, en particulier des écoles⁶⁰.

La majorité des migrants semblent s'être installés à demeure. Toutefois, certains repartaient, étant incapables de s'adapter à un milieu urbain et industriel de langue anglaise ; d'autres, ayant appris l'anglais et ayant acquis une certaine expertise, étaient renvoyés par leur employeur au Québec. Ce fut notamment le cas

58. Cité dans *loc. cit.*

59. André Lapierre, *op. cit.*, p. 453-456. Pour d'autres exemples de migration en chaîne dans le centre et le sud-ouest de la province, voir *Ibid.*, p. 90, 220-223, 425-426, 530-531 ; « Adrienne Vachon et Rosaire Vachon », dans François-Xavier Chamberland, *L'Ontario français se raconte. De A à X*, Toronto, Éditions du GREF, 1999, p. 112-114.

60. André Lapierre, *op. cit.*, p. 43, 68-69, 158, 397-399. Sur les représentations de la langue chez divers groupes sociaux, voir les travaux de Raymond Mougeon, par exemple *Enquête sociolinguistique*, Welland, Conseil régional de l'ACFO Niagara, 1977.

d'employés de GM à Oshawa qui migrèrent à Sainte-Thérèse-de-Blainville, en banlieue de Montréal, lorsque l'entreprise y ouvrit une usine en 1964⁶¹.

VI. L'OUEST CANADIEN

Il existe très peu d'études sur les migrations des Canadiens français vers la Prairie canadienne et la Colombie-Britannique, quoique les engagés originaires de la vallée du Saint-Laurent, les voyageurs, aient depuis longtemps fait l'objet d'un intérêt souvent teinté de romantisme⁶². Dans son livre *Les Voyageurs et leur monde*, Caroline Podruchny montre avec brio que ces derniers développèrent des identités distinctes, modelées par leurs racines paysannes canadiennes-françaises, leurs rencontres avec les Autochtones et la nature de leur travail. Elle s'est cependant peu intéressée à leurs déplacements⁶³. Il y avait pourtant beaucoup de mouvement dans l'Ouest entre 1760 et 1840. À elle seule, la Compagnie du Nord-Ouest engagea près de 5 000 hommes pour exploiter les ressources en fourrures du nord-ouest du continent. Puis, en 1821, quand la fusion de l'entreprise montréalaise avec sa rivale, la Compagnie de la Baie d'Hudson, provoqua la fermeture d'une centaine de postes de traite et la perte d'environ 1 300 emplois, beaucoup de nouveaux chômeurs convergèrent vers la colonie de la Rivière-Rouge, au Manitoba, qui devint un centre de rayonnement canadien-français et métis⁶⁴.

Avec le livre de Podruchny, la monographie de Jean Barman sur les voyageurs du Pacifique-Nord-Ouest, c'est-à-dire la région transfrontalière comprenant la Colombie-Britannique, l'État de Washington, l'Orégon ainsi que des parties du Montana, de l'Idaho

61. André Lapierre, *op. cit.*, p. 457-458, 500.

62. Georges Dugas, *Un voyageur des Pays d'en haut*, Montréal, C.O. Beauchemin & Fils, 1890, 144 p. ; Grace Lee Nute, *The Voyageur*, New York et London, D. Appleton & Company, 1931, 288 p.

63. Carolyn Podruchny, *op. cit.*

64. Voir entre autres Yves Frenette, « Les Francophones des Prairies. Métissage et diversité culturelle », dans François Charbonneau, Stéphanie Chouinard et François Larocque (dir.), *Droits, langues et communautés. Mélanges en l'honneur du professeur Pierre Foucher*, Montréal, Liber, sous presse.

et du Wyoming, est l'étude la plus importante à paraître sur ce groupe⁶⁵. En s'appuyant sur une recherche exhaustive dans les sources manuscrites et imprimées, en plus d'exploiter une base de données constituée par Bruce Watson⁶⁶, Barman est à même de retracer les itinéraires de 1 240 Canadiens français, de la vallée du Saint-Laurent jusqu'à l'océan Pacifique. En outre, grâce à des contacts suivis avec des descendants de ces voyageurs et de leurs compagnes autochtones, elle peut examiner, en fin de parcours, les traces mémorielles qu'ils ont laissées.

Si on connaissait les voyageurs de l'Orégon, dont Melinda Jetté a renouvelé l'étude⁶⁷, on ignorait à peu près tout de la présence des Canadiens français ailleurs dans le Pacifique-Nord-Ouest à l'époque de la traite des fourrures. C'est particulièrement le cas pour la Colombie-Britannique, les historiens n'ayant généralement accordé que quelques lignes à la présence francophone. Barman montre éloquemment à quel point cette perspective est erronée et comment elle est liée à l'effacement mémoriel dont ont été victimes les voyageurs de la colonie devenue province et leurs familles métissées.

Malheureusement, les recherches de l'historienne sur les voyageurs n'ont pas d'équivalent pour les épisodes migratoires liés aux ruées vers l'or de la Colombie-Britannique à partir de 1858 et du Yukon entre 1897 et 1902, à l'exception des pages que leur a consacrées Jeanne Pomerleau dans son livre sur les chercheurs d'or⁶⁸. La même situation prévaut en ce qui a trait à la genèse de la communauté de Maillardville, qui n'est pas sans rappeler celle de Welland. En juillet 1909, les propriétaires de la

65. Jean Barman, *French Canadians, Furs, and Indigenous Women in the Making of the Pacific Northwest*, Vancouver, UBC Press, 2015, 472 p.

66. Bruce McIntyre Watson, *Lives Lived West of the Divide. A Biographical Dictionary of Fur Traders Working West of the Rockies, 1793-1858*, Kelowna, Centre for Social, Spatial, and Economic Justice, University of British Columbia, 3 vol., 2010.

67. Melinda Marie Jetté, *At the Heart of the Crossed Races. A French-Indian Community in Nineteenth Century Oregon, 1812-1859*, Corvallis, Oregon University Press, 2015, 360 p.

68. Jeanne Pomerleau, *Les Chercheurs d'or. Des Canadiens français épris de richesse et d'aventure*, Québec, J.C. Dupont, 1996, 279 p.

Fraser River Lumber Company, une des plus grandes entreprises forestières de la Colombie-Britannique, se tournèrent vers le Québec et l'est de l'Ontario pour recruter des ouvriers « dociles » et peu dispendieux, en remplacement de travailleurs chinois, japonais et sud-asiatiques. Dans le contexte raciste de l'époque, la compagnie désirait engager une main-d'œuvre blanche. Elle dépêcha donc un prêtre d'origine irlandaise dans l'Outaouais et les Cantons de l'Est, régions où abondaient les travailleurs du bois qui, de surcroît, offraient l'avantage d'être déjà en contact avec des anglophones et donc potentiellement bilingues. Pour inciter les Canadiens français à s'établir sur la côte du Pacifique, la Fraser River Lumber Company promit de fournir le bois nécessaire à la construction des maisons, d'une école et d'une église. Elle défraya aussi le coût des billets de train. Le premier contingent, composé de 110 ouvriers et de leurs familles, arriva à la fin de septembre 1909. Huit mois plus tard, un autre groupe vint grossir les rangs de ce qui deviendrait la plus grande communauté francophone à l'ouest des Rocheuses. En plus d'un fort taux d'accroissement naturel, Maillardville bénéficia de l'établissement d'autres migrants, des parents et des amis des premiers arrivants, ainsi que des Canadiens français originaires des petits centres agonisants de la Colombie-Britannique⁶⁹.

Quant au peuplement canadien-français de la Prairie entre 1870 et 1930, il n'a pas donné lieu à beaucoup d'études. Dans sa thèse de maîtrise, Robert Painchaud se penche sur l'immigration canadienne-française au Manitoba dans les vingt premières années du régime confédératif. Après avoir décrit le rôle du gouvernement fédéral, l'historien en herbe s'attarde aux efforts de l'élite laïque

69. On peut trouver des éléments d'information sur les débuts de Maillardville dans Paul-Y. Villeneuve, « Maillardville. À l'Ouest rien de nouveau », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 23, n° 58, avril 1979, p. 157-164 ; M. Jeanne Meyers William, « Ethnicity and Class Conflict at Maillardville-Fraser Mills. The Strike of 1931 », mémoire de maîtrise, Simon Fraser University, 1982, 254 p. ; Antonio G. Paré, *My Memoirs of Le Vieux Maillardville. Its Founding People, Their Families, and Where They Lived*, Coquitlam, A. G. Paré, 1997, 356 p. ; Geneviève Lapointe, « Maillardville. Une communauté francophone en Colombie-Britannique », dans *Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française*, sur le site bit.ly/3v4sehK (consulté le 23 mars 2022).

et cléricale pour attirer des migrants du Québec et des États-Unis, puis il traite des conditions matérielles des colons et il en trace un portrait, avant d'analyser la population de langue française de la province, à partir du recensement canadien de 1891. Dans l'introduction, il déclare vouloir « redresser » l'interprétation nationaliste à l'effet que le peuplement de l'Ouest s'est effectué au détriment des Canadiens français. Si cette assertion semble quelque peu naïve, les questions posées par l'auteur témoignent de beaucoup d'originalité en regard de l'historiographie de l'époque. Ainsi veut-il distinguer les caractéristiques des colons provenant directement du Québec de celles des migrants canadiens-français étant passés par les États-Unis. Quant à son chapitre sur la structure de la population, il est très novateur. Mais, de son propre aveu, la recherche de Painchaud est incomplète⁷⁰.

Pour sa thèse de doctorat, qui sera traduite en français et publiée de façon posthume, Painchaud élargit son enquête jusqu'à la Première Guerre mondiale et il traite de la Prairie dans son ensemble. Cependant, il continue de faire porter son attention sur le discours et sur l'action de la hiérarchie épiscopale ainsi que de l'élite laïque de l'Ouest, avec la collaboration du gouvernement fédéral, pour peupler la région avec des franco-catholiques. Dès la création de la province du Manitoba en 1870, l'archevêque de Saint-Boniface, M^{gr} Alexandre-Antonin Taché, élabore ainsi un plan pour que les Canadiens français et les Métis continuent d'occuper et de dominer démographiquement le territoire. Son successeur, M^{gr} Adélard Langevin, ainsi que les évêques de Saint-Albert en Alberta et de Prince-Albert en Saskatchewan modifièrent ce plan au gré des circonstances, mais toujours avec le même objectif en tête. Pour réaliser le projet, il fallait d'abord faire en sorte que les Métis demeurent sur les terres qui leur revenaient

70. Robert Painchaud, « Le Manitoba et l'immigration canadienne-française, 1870-[18]91 », thèse de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 1969, 416 p. Demeurée inédite, la thèse fit néanmoins l'objet d'une conférence devant les membres de la Société historique de Saint-Boniface en 1971 ; « Vue d'ensemble sur la colonisation au Manitoba français et catholique après 1870 », Conférence présentée à la Société historique de Saint-Boniface, 25 janvier 1971, 29 p.

de droit, puis attirer dans la Prairie des Canadiens français du Québec et des États-Unis. Se rendant compte rapidement que, dans la foulée du peuplement anglophone et allophone, beaucoup de Métis quittaient la région et que les Canadiens français ne venaient pas en assez grand nombre, la hiérarchie épiscopale se tourna vers l'Europe francophone comme bassin de recrutement. Si cette stratégie amena des milliers de franco-catholiques dans la Prairie, elle est loin d'avoir connu le succès, l'Ouest se peuplant plutôt avec des immigrants des Îles britanniques ainsi que de l'Europe centrale et orientale. En 1911, la population non amérindienne de la Prairie se chiffrait ainsi à 1,7 millions, dont seulement 90 000 personnes étaient d'origine ethnique française (6 %). En fait, les autorités ecclésiastiques contribuaient elles-mêmes à marginaliser les francophones, car, en parallèle, elles encourageaient la venue de catholiques allophones⁷¹.

L'historien André Lalonde insiste lui aussi sur le rôle de l'Église catholique et des élites laïques dans le peuplement de la Prairie⁷². Pour sa part, après avoir discuté du même thème, le géographe Gilles Viaud montre comment les stratégies du clergé contribuèrent à l'éparpillement, à la fragmentation et à l'isolement

71. Robert Painchaud, « The Catholic Church and the movement of Franco-phones to the Canadian Prairies, 1870-1915 », thèse de doctorat (histoire), Université d'Ottawa, 1976, 468 p. ; *Id.*, *Un rêve français dans le peuplement de la Prairie*, Saint-Boniface, Éditions des Plaines, 1987, 303 p. Dans la foulée de ses recherches doctorales, Painchaud fit paraître *Le Peuplement francophone dans les prairies de l'Ouest 1870-1920*, Ottawa, Musée national de l'Homme et Office national du film du Canada, 1974, 20 p. Voir aussi *Id.*, « Les Origines des peuplements de langue française dans l'Ouest canadien, 1870-1920. Mythes et réalités », *Délibérations et mémoires de la Société royale du Canada*, Quatrième série, T. xiii, 1975, p. 109-121 ; *Id.*, « Les Exigences linguistiques dans le recrutement d'un clergé pour l'Ouest canadien, 1818-1920 », *Sessions d'étude de la Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, 1975, p. 43-64.

72. André-N. Lalonde, « Les Canadiens français de l'Ouest. Espoirs, tragédies, incertitudes », dans Dean R. Louder et Eric Waddell (dir.), *Du continent perdu à l'archipel retrouvé. Le Québec et l'Amérique française*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1983, p. 82-87 ; *Id.*, « Le Patriote de l'Ouest et la colonisation française des Prairies, 1910-1930 », dans *Perspectives sur la Saskatchewan française*, s.l., Société historique de la Saskatchewan, 1983, p. 189-199 ; *Id.*, « Monseigneur Olivier-Elzéar Mathieu et l'immigration francophone dans l'archidiocèse de Regina », dans *ibid.*, p. 297-310.

géographique des francophones⁷³. Un autre géographe, Étienne Rivard, va plus loin en liant temps et espace dans l'étude de la colonisation de la région par les Canadiens français. Il situe l'arrivée des premières cohortes en provenance du Québec et des États-Unis après le soulèvement des Métis à la Rivière-Rouge en 1869 et la création de la province du Manitoba l'année suivante. Bon nombre de ces nouveaux arrivants s'installèrent sur des lots de rivière existants ou des lieux de campement métis. D'autres, guidés par un jeune abbé français, fondèrent, vers la fin de la décennie de 1870 et à quelque 60 kilomètres au sud de Saint-Boniface, la communauté de Saint-Pierre-Jolys. À la même époque, un contingent s'établit au sud-ouest de Winnipeg dans la « Prairie Ronde », du nom que lui donnaient les Métis déjà présents, pour y fonder la communauté de Saint-Léon. Somme toute, au milieu des années 1890, un nombre assez modeste de Canadiens français avait migré dans la Prairie. C'est à partir de ce moment que la principale vague de colons déferla sur la région. Outre l'amélioration des techniques agricoles (en matière d'irrigation tout particulièrement), le chemin de fer Canadien pacifique constituait le principal attrait pour les colons. En plus de faciliter l'accès au territoire jusqu'à l'océan Pacifique et d'ouvrir la future production agricole au marché extérieur, la voie ferrée généra un ensemble d'opportunités économiques. C'est donc vers la Saskatchewan et l'Alberta que s'étendit progressivement la colonisation par les Canadiens français. La dynamique du peuplement francophone donna lieu à une structure spatiale en damier, laquelle s'articulait autour de deux processus en apparence contradictoires, mais en réalité complémentaires : un processus de dispersion à l'échelle régionale ou provinciale et un processus de concentration ou de regroupement à l'échelle locale, soit celle de la paroisse, du canton, du lieu ou même de la propriété familiale ou *homestead*. Le fait français reposait donc sur la proximité géographique⁷⁴.

73. Gilles Viaud, « La Géographie du peuplement francophone de l'Ouest », dans Joseph Yvon Thériault (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada. L'état des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1999, p. 125-141.

74. Étienne Rivard, « Diversification culturelle et dispersion spatiale dans les

VII. L'ÉMIGRATION AUX ÉTATS-UNIS

En dépit de cette floraison historiographique ailleurs au Canada français, c'est l'émigration vers les États-Unis, surtout la Nouvelle-Angleterre, qui a le plus retenu l'attention des chercheurs, et ce en raison de son ampleur, de son caractère transnational et de la panique qu'elle avait suscitée chez une grande partie de l'élite. En effet, depuis leurs chaires les curés avaient dénoncé le phénomène, tandis que les hommes politiques s'étaient accusés les uns les autres d'en être responsables et que de nombreux commentateurs avaient usé de termes forts, comme celui de « saignée démographique », pour le décrire⁷⁵.

Trente ans après le tarissement de ce courant migratoire, des universitaires commencent à s'y intéresser et concluent presque tous qu'il a été catastrophique. Pour l'historien économiste libéral Albert Faucher, l'émigration a été « l'événement majeur de l'histoire canadienne-française au XIX^e siècle⁷⁶ », tandis que son *alter ego* marxisant H. Clare Pentland y voit, lui, la cause principale de l'absence d'un prolétariat militant au Québec, l'exode ayant agi comme soupape de sûreté⁷⁷. En 1964, Faucher fait paraître dans la revue *Recherches sociographiques* le premier essai d'appréhension globale du phénomène. Reprenant l'explication traditionnelle d'une crise agricole doublée d'un surpeuplement des campagnes, il le situe dans un contexte continental, en mettant en exergue la concurrence des régions plus à l'ouest, qui étaient favorisées par leur position géographique et leur plus grand accès aux ressources naturelles. Dans le même numéro, son élève Gilles Paquet propose, pour sa part, une analyse spatio-temporelle très fouillée du mouvement migratoire du

plaines de l'Ouest », dans Yves Frenette, Étienne Rivard et Marc St-Hilaire, *op. cit.*, p. 155-158.

75. Robert Rumilly, *Histoire des Franco-Américains*, Montréal, Chez l'Auteur, 1958, p. 40-41.

76. Albert Faucher, « Projet de recherche historique. L'émigration des Canadiens français au XIX^e siècle », *Recherches sociographiques*, vol. 2, n^o 2, 1961, p. 244.

77. H. Clare Pentland, *Labour and Capital in Canada (1650-1860)*, Toronto, James Lorimer & Co., 1981, p. 73.

nord au sud de la frontière⁷⁸. Peu de temps après, le géographe Ralph Vicero et la démographe Yolande Lavoie produisent deux études phares – encore citées aujourd’hui – de l’exode vers les États-Unis, respectivement en traçant les contours de la migration canadienne-française en Nouvelle-Angleterre à partir des fiches manuscrites des recensements étatsuniens et en faisant des estimations détaillées du mouvement⁷⁹.

Dans les années suivantes, on assiste à une explosion des études franco-américaines. En effet, plusieurs livres, articles et thèses influencés par la nouvelle histoire sociale font faire des pas de géant à l’historiographie, particulièrement en Nouvelle-Angleterre, région de prédilection des migrants canadiens-français après 1850, mais aussi ailleurs aux États-Unis⁸⁰. Cependant, en ce qui a trait à l’étude des mouvements et processus migratoires comme tels, la perspective misérabiliste d’indivi-

78. Albert Faucher, « L’Émigration des Canadiens français aux États-Unis au XIX^e siècle. Position du problème et perspective », *Recherches sociographiques*, vol. 5, n° 3, septembre-décembre 1964, p. 277-317 ; Gilles Paquet, « L’Émigration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre, 1870-1910. Prises de vue quantitatives », *Recherches sociographiques*, op. cit., p. 319-370. Vingt ans plus tard, Paquet et Wayne Smith reviennent sur la question dans un article en hommage à Faucher : « L’Émigration des Canadiens français vers les États-Unis, 1790-1940. Problématique et coups de sonde », *L’Actualité économique*, vol. 59, n° 3, septembre 1983, p. 423-453.

79. Ralph Dominic Vicero, « Immigration of French Canadians to New England, 1840-1900. A Geographic Analysis », Thèse de doctorat (géographie), University of Wisconsin, 1968, 449 p. ; Yolande Lavoie, *L’Émigration des Canadiens aux États-Unis avant 1930. Mesure du phénomène*, Montréal, Presses de l’Université de Montréal, 1972, 89 p. Ces chercheurs ne sont pas les premiers à effectuer des analyses à partir des recensements. Ils ont été précédés par Leon Truesdell qui a fait paraître pendant la Seconde Guerre mondiale une excellente monographie intitulée *The Canadian Born in the United States. An Analysis of the Statistics of the Canadian Element in the Population of the United States 1850-1930*, New Haven, Yale University Press, 1943, 263 p.

80. Jean Lamarre, *Les Canadiens français du Michigan. Leur contribution dans le développement de la vallée de la Saginaw et de la péninsule de Keweenaw 1840-1914*, Québec, Septentrion, 2009, 228 p. ; Id., « Migration et présence des Canadiens français dans le Midwest. Bilan historique et historiographique », *Bulletin d’histoire politique*, vol. 24, n° 2, hiver 2016, p. 120-136 ; Yves Frenette, « L’Historiographie des Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, 1872-2015 », *Bulletin d’histoire politique*, op. cit. p. 75-103 ; Id. et Marie-Ève Harton (dir.), *L’Ouest franco-américain*, numéro thématique double, *Revue d’histoire de l’Amérique française*, vol. 41, nos 1-2, été-automne 2019, 154 p.

dus presque considérés comme porteurs d'une tare perdue chez plusieurs spécialistes. Au premier chef, Yves Roby, néanmoins le meilleur historien des Franco-Américains, reste attaché à l'interprétation d'émigrants poussés du Québec par une série de problèmes structurels et conjoncturels. Il ne tient pas compte dans ses travaux des recherches de pointe sur le XIX^e siècle québécois et sur les migrations internationales⁸¹. Il n'y eut guère que Bruno Ramirez, Yves Frenette et David Vermette pour inscrire les migrations canadiennes-françaises dans des dynamiques plus globales⁸².

Cependant, l'apport de Roby est fondamental car il montre que la migration épousait le mouvement des marées. Quand la prospérité régnait en Nouvelle-Angleterre, la nouvelle gagnait rapidement le Québec et c'était l'exode, comme en 1865-1873, 1880-1882, 1891-1893. Par contre, lorsque survenait une récession dans l'économie américaine, tel qu'en 1873-1879, 1882-1885, 1888-1891, 1894-1896, les employeurs diminuaient les salaires, réduisaient les heures de travail et congédiaient des ouvriers. Les nouvelles voyageaient alors rapidement, l'émigration diminuait et, en revanche, les retours se multipliaient. Au point que les autorités pensaient à chaque fois que c'en était fini de la « saignée démographique »⁸³.

81. Yves Roby, « L'Évolution économique du Québec et l'émigrant québécois (1850-1929) », dans Claire Quintal (dir.), *L'Émigrant québécois vers les États-Unis, 1850-1920*, Québec, Conseil de la vie française en Amérique, 1982, p. 8-20 ; *Id.*, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, (1776-1930)*, Sillery, Septentrion, 1990, p. 13-18, 33-45. 227-233, 273-279 ; Roby s'inscrit dans une longue tradition historiographique. Voir, par exemple, Oscar Handlin, *The Uprooted. The Epic Story of the Great Migrations that Made the American People*, Boston, Little, Brown & Co., 1951, 310 p. ; Stephan Thernstrom, *Poverty and Progress. Social Mobility in a Nineteenth Century City*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1964, 288 p. ; Michael Katz, *The People of Hamilton, Canada West. Family and Class in a Mid-nineteenth-century City*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1975, 381 p. ; *Id.*, Michael Doucet et Michael Stern, *The Social Organization of Early Industrial Capitalism*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1982, 444 p.

82. Bruno Ramirez, *Par monts et par vaux. Migrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique 1860-1914*, Montréal, Boréal, 1992, 208 p. ; Yves Frenette, *Brève Histoire des Canadiens français*, *op. cit.*, p. 56-61, 75-97 ; David Vermette, *op. cit.*, p. 159-191.

83. Yves Roby, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre*, *op. cit.*, p. 55.

La Nouvelle-Angleterre était privilégiée comme destination, non seulement en raison de son accès relativement facile et de la manne d'emplois industriels qu'elle offrait, mais aussi parce qu'elle permettait, croyaient les migrants, de s'appuyer sur le travail des enfants pour reconstituer le patrimoine familial. Pour beaucoup de familles, c'était une migration de maintien, au sens où l'entend l'historien Paul-André Rosental. Les ménages prenaient le chemin de la ville pour quelques mois ou quelques années en vue de se rétablir au Québec plus tard. Pour certains, ce fut une réussite, pour d'autres, un échec. Pour ceux et celles qui choisissaient une destination rurale lointaine, par exemple le Dakota, nous serions, au contraire, toujours selon le schème de Rosental, en présence d'une migration de rupture, en raison de la distance qui assurait le caractère plus permanent du déplacement⁸⁴. Mais, dans l'esprit des migrants, cela ne constituait-il pas plutôt une migration à l'identique, puisqu'ils pensaient reproduire au loin un mode de vie familial ?

Quelques chercheurs se sont intéressés au courant inverse⁸⁵, une proportion indéterminée de migrants revenant vivre au pays natal dans un contexte de porosité de la frontière canado-américaine et d'efforts gouvernementaux pour rapatrier les émigrés⁸⁶. Sans fournir de preuve, Ralph Vicero estime le pourcentage des retours à 50 %⁸⁷. Pour sa part, dans une monographie fondée sur les

84. Paul-André Rosental, *op. cit.*

85. Ce paragraphe et le suivant s'appuient en partie sur Danielle Gauvreau, « Des États-Unis au Québec. Aperçu des migrations de retour aux États-Unis, 1881-1921 », dans Yves Frenette, Marie-Ève Harton et Marc St-Hilaire (dir.), *Déploiements canadiens-français et métis en Amérique du Nord (18^e-20^e siècles)*, Ottawa, Musée canadien de l'histoire et Presses de l'Université d'Ottawa, à paraître en 2023.

86. Robert G. LeBlanc, « Regional Competition for Franco-American Repatriates, 1870-1930 », *Quebec Studies*, vol. 1, 1983, p. 110-129 ; *Id.*, « Colonisation et rapatriement au Lac Saint-Jean (1895-1905) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 38, n°3, hiver 1985, p. 379-408 ; John I. Little, *Nationalism, Capitalism, and Colonization in Nineteenth-Century Quebec. The Upper St. Francis District*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1989, p. 158-173 ; Martin Pâquet, « Le Meilleur Immigrant. Le rapatrié des États-Unis comme catégorie pour les responsables politiques du Canada-Uni et du Québec, 1849-1968 », *Francophonies d'Amérique*, n°9, 1999, p. 87-105 ; Bruno Ramirez, *La Ruée vers le Sud. Migrations du Canada vers les États-Unis, 1840-1930*, Montréal, Boréal, 2003, p. 59-95.

87. Ralph D. Vicero, « Sources statistiques pour l'étude de l'immigration et

statistiques frontalières entre 1906 et 1930, Bruno Ramirez estime à au moins 60 % le pourcentage des Canadiens-français de 30 ans et plus qui traversaient la frontière et qui avaient déjà séjourné aux États-Unis, c'est-à-dire qu'ils avaient effectué un retour au Canada avant de repartir pour la république du Sud⁸⁸. Paul-André Linteau, lui, étudie, à partir d'une démarche essentiellement qualitative, l'influence des mouvements de va-et-vient entre les deux pays. Il évoque le « rôle transitoire qu'a parfois l'expérience américaine dans le processus d'exode rural » et observe que « dans plusieurs cas, le passage aux États-Unis fournit une occasion d'apprentissage ou de perfectionnement »⁸⁹.

Les progrès de la connaissance sur les migrations de retour sont aussi redevables à des études de cas. Bruno Ramirez s'attarde ainsi au comté de Berthier de 1871 à 1891 et fait ressortir l'importante présence de ménages avec de jeunes enfants au sein du mouvement en provenance des États-Unis, y compris plusieurs familles (38 %) dont le mariage des parents a été célébré dans ce pays⁹⁰. Et, en exploitant les rapports paroissiaux de Saint-Cuthbert entre 1881 et 1898, il peut étudier le mouvement de va-et-vient qui affecte alors la localité : en moyenne, 4 % des familles la quittaient chaque année, tandis que 2 % y revenaient⁹¹. Pour un village des Cantons de l'Est situé à proximité de la frontière américaine et ayant fait l'objet d'une campagne de rapatriement, Francine Mayer et Mireille Boisvert observent une forte proportion de ménages (35 %) comptant au moins une personne née aux États-Unis en 1881 et en 1891. Les hommes sont surreprésentés, en raison de la nature des emplois disponibles dans les scieries⁹².

du peuplement canadien-français en Nouvelle-Angleterre au cours du XIX^e siècle », *Recherches sociographiques*, vol. 12, n° 3, 1971, p. 361.

88. Bruno Ramirez, *La Ruée vers le Sud*, op. cit., p. 203.

89. Paul-André Linteau, « Les Migrants américains et franco-américains au Québec, 1792-1940. Un état de la question », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 53, n° 4, printemps 2000, p. 593.

90. Bruno Ramirez, *Par monts et par vaux*, op. cit., p. 39-43.

91. Id. et Jean Lamarre, « Du Québec vers les États-Unis. L'étude des lieux d'origine », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 38, n° 3, hiver 1985, p. 418.

92. Francine Mayer et Mireille Boisvert, « Les Fondateurs de la population

Quant à Martine Rodrigue, elle étudie le district de Saint-Jacques, à Montréal, en se servant des données manuscrites du recensement canadien de 1901. Selon elle, 2,2 % des personnes d'origine ethnique française étaient nées aux États-Unis. La plupart des retours semblent s'être produits lorsque les enfants étaient très jeunes et, en raison d'une forte présence de veufs et surtout de veuves dans les ménages où au moins un membre est né aux États-Unis, Rodrigue émet l'hypothèse que le veuvage, surtout celui des femmes, avait contribué à la décision de rentrer au pays⁹³. Utilisant une méthodologie similaire à un échantillon du recensement de 1911, la démographe Danielle Gauvreau établit à environ 1 % de la population montréalaise le pourcentage des personnes d'origine ethnique française nées aux États-Unis⁹⁴. Enfin, l'approche microhistorique permet à Magda Fahrni et Yves Frenette de montrer que la métropole pouvait être un tremplin pour s'établir dans la société américaine. Fille d'un père originaire de la Beauce et d'une mère née au New Hampshire, Alma Drouin, une jeune Franco-Américaine, fréquenta des couvents de la région de Nicolet entre 1912 et 1915, avant d'habiter à Montréal chez une parente pendant un peu plus d'un an, de 1917 à 1918, date à laquelle elle rentra définitivement aux États-Unis⁹⁵. Gauvreau remarque que « cet exemple met aussi en évidence la difficulté qui entoure l'étude des migrations de retour. Malgré un séjour de près de quatre ans au Québec, la présence d'Alma Drouin n'aurait pu être détectée dans les recensements canadiens, car elle n'est présente ni en 1911 ni en 1921⁹⁶ ».

de La Patrie (Cantons-de-l'Est). Franco-Américains, Québécois et Européens aux recensements canadiens de 1881 et de 1891 », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 39, n° 2, automne 2010, p. 307-356.

93. Martine Rodrigue, « Les Franco-Américains à Montréal en 1901. Un regard sur le retour au pays », *Francophonies d'Amérique*, vol. 9, 2001, p. 107-115.

94. Danielle Gauvreau, « Population, identités sociales et vie quotidienne », dans Dany Fougères (dir.) *L'Histoire de Montréal et de sa région*, t. 1, *Des origines à 1930*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 657.

95. Magda Fahrni et Yves Frenette, « “Don't long for Montreal”. L'identité hybride d'une jeune migrante franco-américaine pendant la Première Guerre mondiale », *Histoire sociale / Social History*, vol. 41, n° 81, mai 2008, p. 75-98.

96. Danielle Gauvreau, « Des États-Unis au Québec », *op. cit.*

CONCLUSION

Ainsi, contrairement à l'image qui est souvent projetée d'un groupe foncièrement sédentaire, les Canadiens français ont été très mobiles à travers les siècles, une constatation qui s'appuie sur des dizaines de travaux d'historiens, de démographes, de géographes et de sociologues. Si un grand nombre d'individus n'étaient pas enracinés dans un ou des lieux, ils l'étaient au sein de leurs réseaux familiaux, ce qu'avait saisi il y a longtemps le géographe Christian Morissonneau : « la famille, la parenté intègrent l'individu où qu'il aille, invitation à partir sans dépaysement trop grand car on demeure en famille, c'est-à-dire entre soi, même chez les autres⁹⁷ ».

Malgré les avancées importantes de la recherche, il demeure de nombreuses zones d'ombre dans l'appréhension des migrations des Canadiens français. Par exemple, on connaît très mal les effectifs régionalisés des migrants en lien avec les rythmes de leurs mouvements ainsi que la composition et les caractéristiques des individus ou des groupes. Dans la même veine, si on saisit relativement bien la centralité des cycles familiaux et des réseaux de parenté dans les processus migratoires⁹⁸, la constitution de chaînes migratoires⁹⁹, l'intermédiarité des correspondances¹⁰⁰ et

97. Christian Morissonneau, « Mobilité et identité québécoise », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 23, n° 58, avril 1979, p. 36.

98. Tamara Hareven, *op. cit.* ; France Gagnon, « Parenté et migration », *op. cit.* ; Bruno Ramirez, *Par monts et par vaux*, *op. cit.* ; Yves Frenette, *Brève Histoire des Canadiens français*, *op. cit.*, p. 93-96 ; *Id.*, « Macroscopie et microscopie d'un mouvement migratoire », *op. cit.*, p. 221-232 ; René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie. La formation de la région de Trois-Rivières*, Montréal, Boréal Express, 1984, p. 150-151.

99. Bruno Ramirez, *Par monts et par vaux*, *op. cit.* ; *Id.* et Jean Lamarre, « Du Québec vers les États-Unis. L'étude des lieux d'origine », *op. cit.* ; André Larose, « De Deschambault au Wisconsin puis au Minnesota. Reconstitution d'une chaîne migratoire 1850-1900 », 1^{re} partie, *L'Ancêtre*, vol. 40, n° 304, automne 2013, p. 27-34 ; 2^e partie, n° 305, hiver 2014, p. 115-123 ; 3^e partie, n° 307, été 2014, p. 257-262.

100. Yves Frenette, Marcel Martel et John Willis (dir.), *Envoyer et recevoir. Lettres et correspondances dans la diaspora francophone*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2006, 298 p. ; Mario Mimeault, *L'Exode québécois, 1852-1925. Correspondance d'une famille dispersée en Amérique*, Québec, Septentrion, 2013, 450 p. ; Sarah Hurlburt, « Kin Keeping and Family Storytelling in Nineteenth-century French Canadian Immigrant Letters. The Bergevin Corpus », *Histoire sociale / Social History*, vol. 50, n° 102, novembre 2017, p. 285-313.

des journaux¹⁰¹ ainsi que le rôle du genre¹⁰², nous ne savons pas grand-chose des facteurs qui incitent à la mobilité géographique à l'échelle continentale, sur le modèle par exemple des travaux menés sur le Saguenay dans lesquels, comme on l'a vu, un portrait comparatif des individus sédentaires et des individus mobiles est esquissé¹⁰³. De surcroît, nos connaissances sont lacunaires quant au poids relatif des facteurs économiques, sociaux, culturels et linguistiques dans la décision de migrer, ainsi qu'à l'impact des migrations sur les lieux de départ, de transit et de destination. Les relations complexes entre les mouvements de colonisation québécois et l'émigration aux États-Unis mériteraient aussi d'être approfondies¹⁰⁴.

Il est désormais possible de jeter un peu de lumière sur ces questions en exploitant de vastes bases de données transversales et longitudinales (microdonnées des recensements canadiens et

101. Un migrant canadien-français au Dakota du Nord, Damase Charbonneau, avait été témoin des discussions animées concernant les mérites des terres de l'Ouest ; il décrit l'état d'esprit qui régnait au Québec au début de la décennie de 1880 : « While I was still quite young, we heard much discussion of the relative merits of Ontario, Manitoba and Dakota territory. Many had already gone from the village, and letters and newspapers articles told of rapid progress and great opportunities especially for those with large families to provide for » : *History of Olga, North Dakota and Our Lady of the Sacred Heart Church, 1882-1982*, Grafton (North Dakota), 1981, p. 372.

102. Frances H. Early, « The French-Canadian Family Economy and Standard-of Living in Lowell, Massachusetts, 1870 », *Journal of Family History*, vol. 7, n° 2, 1982, p. 180-199 ; Yukari Takai, *Gendered Passages. French-Canadian Migration to Lowell, Massachusetts, 1900-1920*, New York, Peter Lang, 2008, 251 p. ; Marie-Ève Harton, « Familles, communautés et industrialisation en Amérique du Nord. Reproduction familiale canadienne-française à Québec et à Manchester (New Hampshire) au tournant du xx^e siècle », Thèse de doctorat (sociologie), Université Laval, 2017, 275 p.

103. Gérard Bouchard, *Quelques arpents d'Amérique*, op. cit. Voir aussi Yves Frenette, « Macroscopie et microscopie d'un mouvement migratoire », op. cit. ; Daniel Maisonneuve, « Structure familiale et exode rural. Le cas de Saint-Damase, 1852-1861 », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 14, n° 2, octobre 1985, p. 231-240 ; France Gagnon et Yves Otis, « Les "Enfants dispersés" de Mascouche », *Histoire sociale / Social History*, vol. 24, n° 48, novembre 1991, p. 335-359 ; Claude Bellavance, Danielle Gauvreau et Hélène Vézina, « Enracinement et renouvellement des populations urbaines au Québec. L'exemple de Trois-Rivières, 1852-1911 », dans Robert Sweeny (dir.), *Sharing Spaces. Essays in Honour of Sherry Olson*, Ottawa, Musée canadien de l'histoire et Presses de l'Université d'Ottawa, 2020, p. 67-88.

104. Albert Faucher, « Explication socio-économique des migrations dans l'histoire du Québec », dans Normand Séguin (dir.), *Agriculture et colonisation au Québec. Aspects historiques*, Montréal, Boréal Express, 1980, p. 145-146.

américains, fichier de population BALSAC, Registre de population du Québec ancien, Base de données des voyageurs, etc.) constituées dans les dernières décennies. Leur potentiel a d'abord été mis au jour grâce à une série de travaux sur divers aspects de la population canadienne¹⁰⁵.

Nous nous comptons privilégié de participer à ces nouveaux développements dans l'étude des migrations des Canadiens français, particulièrement dans le cadre d'un projet de recherche et de l'ouvrage collectif qui en est découlé¹⁰⁶. Avec nos collaborateurs, nous avons tiré profit de l'immense potentiel des bases de données mentionnées ci-dessus et du jumelage de certaines d'entre elles, sans cependant négliger les sources « traditionnelles ». Nous avons testé de nouvelles méthodes, nous avons posé des questions inédites et nous avons émis des hypothèses que nous espérons stimulantes. Tantôt, nous nous sommes penchés sur une cohorte, tantôt sur un groupe d'ouvriers qualifiés, tantôt sur un parcours individuel. Enfin, nous avons essayé de ne pas perdre de vue que, derrière les tableaux et les graphiques, on trouve des hommes et des femmes qui ont fait l'expérience de la migration, sur une parcelle ou sur un grand pan du territoire nord-américain.

Comme on peut le constater, nous avons mené ces études surtout selon une perspective socioéconomique, car, depuis le xvii^e siècle, c'est d'abord pour améliorer leur situation que

105. Gordon Darroch (dir.), *The Dawn of "Canada's Century". The Hidden Histories*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2014, 524 p. ; *Id.* et Lee Soltow (dir.), *Property and Inequality in Victorian Ontario. Structural Patterns and Cultural Communities in the 1871 Census*, Toronto, University of Toronto Press, 1994, 280 p. ; Eric Sager et Peter Baskerville (dir.), *Household Counts. Canadian Households and Families in 1901*, Toronto, University of Toronto Press, 2007, 272 p. ; Chad Gaffield, (dir.), *The Canadian Century Research Infrastructure*, Numéro thématique, *Historical Methods*, vol. 40, n° 2, printemps 2007, p. 1-103 ; Peter Baskerville et Kris Inwood (dir.), *Lives in transition. Longitudinal Analysis from Historical Sources*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2015, 400 p.

106. Ce projet de développement de partenariat, financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, s'intitule « Nouveaux regards sur l'occupation du continent nord-américain par la population canadienne-française, 1760-1914 ». Il a été en cours de 2016 à 2019. L'ouvrage collectif paraîtra en 2023 ; Yves Frenette, Marie-Ève Harton et Marc St-Hilaire, *op. cit.*

les Canadiens français ont pris la route, en dépit d'exceptions notables¹⁰⁷. Pourtant, la socioéconomie n'explique pas tout, comme le montre encore une fois l'histoire des sœurs Beaupré. En 1973, Rita et Juliette retournèrent à Rimouski, en partie parce que leur mère Marie-Louise, qui les avait rejointes à Montréal, s'ennuyait de ses autres enfants. Pour les deux sœurs, ça n'avait pas beaucoup de sens d'un point de vue financier, et la réadaptation au milieu bas-laurentien fut difficile. Rita continua de pratiquer sa profession à l'hôpital de Rimouski, tandis que Juliette occupa divers emplois. Elles purent s'acheter une maison. Marie-Louise mourut en 1995. Vingt ans plus tard, Rita et Juliette déménagèrent dans une résidence pour personnes âgées. Après leur décès, elles seront enterrées ensemble au cimetière de Saint-Valérien, leur lieu de naissance¹⁰⁸.

Lors d'une prochaine étape, il serait souhaitable d'accorder une plus grande place aux facteurs culturels, notamment le rôle du catholicisme, dans les études sur les migrations des Canadiens français. Nous savons que, pour certains d'entre eux, la présence d'une paroisse canadienne-française était prise en compte dans le choix d'une destination ou même dans la décision de migrer. D'ailleurs, ce n'est pas par hasard que les curés-bâisseurs, ceux qui construisaient un réseau institutionnel serré au sein de leur paroisse, aient été de véritables aimants auprès de leurs compatriotes originaires de la même région ou de la même localité qu'eux. Les missionnaires-colonisateurs jouaient un rôle encore plus grand dans le peuplement de certaines régions, au premier chef la Prairie. Même les membres des congrégations religieuses semblent avoir drainé dans leur sillage des parents, au gré de leurs affectations. Enfin, les prêtres, les frères, les sœurs qui se déplaçaient en Amérique étaient eux-mêmes des migrants qui

107. On pense aux Canadiens français qui avaient pris fait et cause pour les rebelles américains lors de leur guerre d'Indépendance et qui s'établirent au sud de la nouvelle frontière ; on pense aussi aux hommes qui durent s'exiler à la suite de l'échec des soulèvements de 1837-1838 ; on pense enfin aux migrations causées à différentes périodes par le tracé de nouvelles frontières.

108. Yves Frenette, Monica Heller et Gabrielle Breton-Carbonneau, *op. cit.*

pouvaient parcourir de vastes territoires et qui retournaient souvent finir leurs jours au Québec. Ce volet de leur expérience n'a pas fait l'objet de beaucoup d'intérêt de la part des chercheurs¹⁰⁹.

Se pose aussi la question du rapport au continent des Canadiens français, comparativement à d'autres groupes de migrants. S'approprient-ils le territoire ou certaines de ses parties ? Nous pensons au jeune Charles Morin de Deschambault qui, en 1877, découvrit les grandes plaines étatsuniennes à partir d'un train et qui transposa ses émotions sur papier : « pour la première fois je vois les prairies du *West* que j'avais tant raconté par les vieux voyageurs¹¹⁰ ». Est-ce un cas unique ? Et s'il y a appropriation, joue-t-elle un rôle dans le choix d'une destination ?

Ces questions méritent qu'on essaie d'y répondre.

109. Une exception : Dominique Laperle, « Le Destin d'une sœur grise de la Prairie. Contribution d'une "vie anonyme" au débat sur l'approche biographique en histoire », *Études d'histoire religieuse*, vol. 85, n^{os} 1-2, 2019, p. 39-58. Les chercheurs pourraient s'inspirer d'études sur des ecclésiastiques français : Tangi Villerbu, « Une histoire culturelle du missionnaire. Julien Moulin, du diocèse de Rennes au Nord-Ouest canadien, 1830-1878 », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, vol. 114, n^o 3, 2007, p. 7-34 ; Simon Balloud, « En exil et en mission. Le voyage au Canada de dix religieuses de l'Instruction du Puy en 1903, d'après le journal de sœur Saint-Ouen », *Études canadiennes*, vol. 76, 2014, p. 73-87 ; *Id.*, « L'Expérience de la mobilité dans les journaux de voyage des religieux français en exil au Canada au début du xx^e siècle », dans Yves Frenette, Isabelle C. Monnin et Christine Nougaret (dir.), *Dans leurs propres mots. La mobilité dans les écrits personnels et les correspondances, xvii^e-xx^e siècles*, Winnipeg, Presses universitaires de Saint-Boniface, 2020, p. 155-176.

110. Charles Morin dans Yves Frenette et France Martineau, en collaboration avec Virgil Benoit, *op. cit.*, p. 257.